

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2022

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 31 MAI 2023

Président

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Afrique du Sud.

Secrétaire

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Japon.

Membres

3. V.G. ACHANTA, CSIR National Physical Laboratory of India (NPLI), Inde.
4. V. COLEMAN, National Measurement Institute, Australia (NMIA), Australie.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Espagne.
6. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, France.
7. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Chine.
8. J.T. JANSSEN, National Physical Laboratory (NPL), Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.
9. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Argentine.
10. G. MACDONALD, Conseil national de recherches Canada (CNRC), Canada.
11. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre « Institute of Metrology », Ukraine.
12. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), États-Unis d'Amérique.
Vice-président.
13. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), République de Corée.
14. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Italie.
15. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Suisse. *Vice-président.*
16. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Pays-Bas.
17. G.P. RIPPER, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade et Tecnologia (INMETRO), Brésil.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Allemagne.

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2022**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2022
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 4 Stocks et travaux en cours
 - Note 5 Contributions des États Membres
 - Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créditeurs courants
 - Note 12 Autres produits
 - Note 13 Services généraux
 - Note 14 Autres charges opérationnelles
 - Note 15 Dettes fournisseurs courantes
 - Note 16 Maintenance des bâtiments
 - Exécution du budget 2022
3. — Contributions payées en 2022
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2022
5. — Souscriptions payées en 2022
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2022
7. — Budget pour 2023
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2023
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2023
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2022
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans le présent avant-propos du Rapport financier de 2022, j'ai le plaisir d'annoncer que les produits provenant des contributions des États Membres et des souscriptions des États et Entités économiques Associés sont conformes aux prévisions.

Le 5 septembre 2022, le Costa Rica, qui était Associé à la CGPM depuis le 29 janvier 2004, a accédé à la Convention du Mètre. Le 1^{er} janvier 2022, Cuba et le Soudan ont cessé d'être Associés et les Seychelles ont renoncé au statut d'Associé. Le Zimbabwe, qui avait été Associé du 14 septembre 2010 au 31 décembre 2020, est redevenu Associé le 8 février 2022. Ainsi, fin 2022, on comptait 64 États Parties à la Convention du Mètre (63 fin 2021) et 36 États et Entités économiques associés à la CGPM (39 fin 2021).

Les résultats présentés dans ce rapport témoignent de l'équilibre permanent entre les produits et les dépenses. On note une augmentation de 1 % de l'ensemble des sources de revenus qui s'explique par l'augmentation approuvée de 1 % de la dotation et par l'accroissement des recettes provenant des dons et de la vente de prototypes. Les dépenses ont fait l'objet d'un contrôle rigoureux et, comme ces dernières années, ont été inférieures au budget approuvé :

- les charges de personnel ont augmenté de 3,1 % ;
- l'indemnité de subsistance versée au personnel détaché a augmenté car le programme de détachements a repris une fois les restrictions de voyage levées ;
- les dépenses de fonctionnement des laboratoires se sont élevées à 894 milliers d'euros (846 milliers d'euros en 2021), cette augmentation étant due en grande partie à l'augmentation des frais de location de logiciels ;
- les frais de réunions ont dépassé le budget prévu en raison du coût élevé de l'organisation d'une réunion hybride pour la CGPM en novembre 2022 et de celle de l'atelier BIPM/OMM en septembre 2022, qui reposaient sur l'utilisation d'une plateforme logicielle externe ;
- les charges d'électricité ont augmenté de 23 % pour atteindre 284 milliers d'euros en raison l'augmentation des prix de gros de l'énergie ;
- les dépenses d'investissement ont été conformes au budget approuvé et comprenaient notamment l'installation de fenêtres à haut rendement énergétique dans le bâtiment Marie Curie et la rénovation de la façade du Pavillon de Breteuil.

Nous présentons dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization* – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. L'EBITDA en 2022 est de moins 726 milliers d'euros (393 milliers d'euros fin 2021) : cela ne reflète pas le niveau de trésorerie provenant des activités opérationnelles car, en décembre 2021, le CIPM a décidé de réaliser un second transfert de 3 000 milliers d'euros des réserves à la Caisse de retraite. Cette transaction se traduit nécessairement par une réduction du résultat net pour l'exercice concerné, du flux de trésorerie généré et des réserves à la fin de l'année :

- le résultat net pour l'exercice concerné, en tenant compte de l'ensemble des transactions financières, se solde par un profit de 3 157 milliers d'euros (1 085 milliers d'euros en 2021). On constate une diminution de la provision pour assurance-maladie calculée de 5 311 milliers d'euros (comparée à une diminution de 2 034 milliers d'euros en 2021). (Il est à rappeler que cette charge enregistrée dans le compte de résultat est requise chaque année pour la variation annuelle de cette provision bien qu'elle représente seulement un passif qui n'est pas réalisé tant que le BIPM poursuit ses activités). Les charges au titre de l'amortissement se sont élevées à 1 418 milliers d'euros en 2022 (1 276 milliers d'euros en 2021) ;

- le solde de trésorerie provenant des activités opérationnelles a été de -1 173 milliers d'euros contre 684 milliers d'euros en 2021 ;
- les réserves ont diminué pour atteindre 18 147 milliers d'euros (20 130 milliers d'euros en 2021). Le fonds de réserves (maintenu à 50 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir) s'élève à 6 365 milliers d'euros (6 302 milliers d'euros en 2021). Après déduction des paiements reçus en avance et des sommes devant être réglées (voir Note 9), les fonds non réservés restants s'élèvent à 8 629 milliers d'euros (10 391 milliers d'euros en 2021). Le total des actifs a diminué pour atteindre 29 139 milliers d'euros (29 775 milliers d'euros) en raison du niveau réduit d'investissement lors de la deuxième moitié du programme de travail.

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus au présent rapport. La décision du CIPM de transférer 3 000 milliers d'euros des réserves du BIPM à la Caisse, a permis d'augmenter la valeur des actifs qui s'élève à 23 684 milliers d'euros (22 407 milliers d'euros en 2021). La stratégie d'investissement des actifs est poursuivie conformément aux conseils d'experts indépendants. Les passifs estimés ont diminué de façon considérable et sont de 92 millions d'euros (142 millions d'euros en 2021), ce qui est dû à l'augmentation du taux d'actualisation qui reflète les conditions du marché, de 1,00 % (2021) à 3,75 %.

Les pensions servies s'élèvent à 2 961 milliers d'euros (3 010 milliers d'euros en 2021). Les cotisations du personnel ont augmenté de 746 milliers d'euros en 2021 à 810 milliers d'euros, conformément à la décision prise par le CIPM d'augmenter par palier le taux de cotisation du personnel à compter de 2016.

La Commission consultative sur la Caisse de retraite du BIPM (CCCR) a annoncé qu'elle ferait réaliser une étude actuarielle complète de la Caisse au cours de l'année 2023.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2022

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Bureau International des Poids et Mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres CEDEX
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2022

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs les membres du Comité International des Poids et Mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau International des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2022 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2022, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 31 mai 2023

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Actifs non courants			
Bâtiments	3	18 234	18 146
Équipements scientifiques et techniques	3	8 924	9 457
Immobilisations incorporelles	3	897	1 082
Autres immobilisations	3	1 084	1 137
Contributions des États Membres	5	1 196	769
Actifs financiers non courants	8	30	34
Actifs non courants		30 365	30 624
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	4	289	420
Contributions des États Membres	5	1 826	1 630
Souscriptions des Associés	6	(35)	406
Autres créances	7	501	543
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	18 147	20 130
Actifs courants		20 150	23 129
Total Actifs		50 515	53 753
Actif net			
Résultat de l'exercice		3 157	1 085
Variation de juste valeur	9	(50)	(49)
Autres réserves		33 470	31 006
Actif net		36 577	32 042
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	11 898	17 426
Sommes supplémentaires des États Membres	5	161	1 546
Passifs non courants		12 059	18 972
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	345	372
Dettes fournisseurs courantes	15	570	547
Autres créditeurs courants	11	964	1 820
Passifs courants		1 879	2 739
Total Passifs		13 938	21 711

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2022	2021
Produits opérationnels			
Contributions	5	12 897	12 767
Souscriptions	6	867	928
Autres produits	12	466	390
Total des produits opérationnels		14 230	14 085
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 261	6 072
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	(5 311)	(2 034)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	5 650	5 600
Services généraux	13	1 123	582
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		894	846
Maintenance des bâtiments	16	498	442
Autres charges opérationnelles	14	530	150
Réévaluation des actifs CGPM Résolution 5	5	0	0
Total des charges opérationnelles		9 645	11 658
EBITDA		4 585	2 427
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite et réévaluation d'actifs			
		(726)	393
Amortissements et provisions	3	(1 418)	(1 276)
Résultat des activités opérationnelles		3 167	1 151
Charges financières		10	66
Résultat des activités ordinaires		3 157	1 085
Résultat de l'exercice		3 157	1 085

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur		(80)	
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation de juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(764)		764
Variation de juste valeur		(12)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	551		
Solde au 31 décembre 2016	551	(10)	30 734
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(551)		551
Variation de juste valeur		(27)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	157		
Solde au 31 décembre 2017	157	(37)	31 285
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(157)		157
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	901		
Solde au 31 décembre 2018	901	(38)	31 442
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(901)		901
Variation de juste valeur		(7)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	(1 420)		
Solde au 31 décembre 2019	(1 420)	(45)	32 343
Affectation du résultat de l'exercice précédent	1 420		(1 420)
Variation de juste valeur		(14)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	82		
Solde au 31 décembre 2020	82	(59)	30 923
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(82)		82
Variation de juste valeur		10	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	1 085		
Solde au 31 décembre 2021	1 085	(49)	31 005
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(1 085)		1 085
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	3 157		
Solde au 31 décembre 2022	3 157	(50)	32 090

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2022	2021
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		12 008	13 207
Souscriptions		1 222	819
Remboursement de TVA		510	680
Autres recettes		420	280
Personnel		(6 482)	(6 235)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(5 650)	(5 535)
Fournisseurs		(3 139)	(2 522)
Autres dépenses		(41)	0
Frais financiers		(21)	(10)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(1 173)	684
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(810)	(976)
Recettes de ventes d'immobilisations			851
Transfert d'actifs financiers			
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(810)	(125)
Flux de trésorerie des activités de financement			
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		20 130	19 571
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	18 147	20 130

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 64 au 5 septembre 2022, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

La mission du BIPM est de travailler au niveau international avec les laboratoires nationaux de métrologie de ses États Membres, les organisations régionales de métrologie, ainsi que ses partenaires stratégiques, et de tirer parti de son statut d'organisation internationale et impartiale pour promouvoir et faire avancer la comparabilité mondiale des mesures pour :

- la découverte et l'innovation scientifique,
- la production industrielle et le commerce international,
- l'amélioration de la qualité de vie et la préservation de l'environnement.

Les objectifs du BIPM, tels que fixés dans la Résolution 3 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) à sa 26^e réunion (2018), sont les suivants :

- représenter la communauté métrologique internationale afin d'en maximiser la reconnaissance et l'impact,
- être un centre de collaboration scientifique et technique entre les États Membres, leur permettant de développer des aptitudes pour les comparaisons internationales de mesure, sur le principe des frais partagés,
- coordonner le système mondial de mesure, en garantissant la comparabilité et la reconnaissance au niveau international des résultats de mesures.

La mission et les objectifs du BIPM sont étayés par son travail dans les domaines suivants :

- le renforcement des capacités, avec pour objectif de parvenir à un équilibre global des aptitudes métrologiques des États Membres,
- le transfert de connaissances, qui permet de garantir que le travail du BIPM a le plus grand impact possible.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Événements significatifs de l'exercice

L'année 2022 est marquée par le retour d'une inflation qui s'est accentuée tout au long de la période, dans un paysage géoéconomique déstabilisé.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2022 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque

quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à corriger la partie de la dotation non réglée par les États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus. Si un État Membre précédemment débiteur verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États

Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

En octobre 2017, le CIPM a décidé (Décision CIPM/106-20), lorsqu'il considère s'il est approprié pour un État Associé à la CGPM d'être encouragé à accéder à la Convention du Mètre et devenir État Membre, de prendre en considération, en plus des critères qu'il avait précédemment adoptés, un pourcentage supérieur à 0,02 dans le « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies ».

Lorsque cette décision a été prise, certains États dont le pourcentage était inférieur à 0,02 étaient déjà soumis au mécanisme d'augmentation progressive de leur souscription (six États Associés versaient une souscription augmentée et trois autres devaient voir leur souscription augmenter en 2018). Afin de remédier à cette situation, la Décision CIPM/106-21 a été prise :

« Le CIPM décide qu'un État Associé à la CGPM qui ne remplit pas les critères fixés dans la Décision CIPM/106-20, qui a déjà été encouragé à accéder à la Convention du Mètre et qui par conséquent paye une souscription qui a été augmentée, verra sa souscription réduite au montant minimum fixé pour un État Associé. La réduction entrera en vigueur en 2018 et ne sera pas rétroactive. »

Après la mise en œuvre des décisions CIPM/106-20 et CIPM/106-21, la liste actuelle des États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre et versant une souscription augmentée compte sept États (l'Azerbaïdjan, la Lettonie, le Luxembourg, le Panama, le Pérou, les Philippines et le Viet Nam).

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les trente ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui sont réévalués tous les douze ans.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation tous les trente ans par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2017, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devait représenter 50 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2019, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuinaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons	Équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel et mobilier de bureau	Matériel informatique	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2021	1 707	7 436	13 002	1 050	110	782	1 064	486	1 921	27 557	24 178	51 736
Amortissements cumulés	(703)	(2 974)	(9 529)	(897)	(107)	(522)	(884)	0	0	(15 616)	(5 894)	(21 511)
Valeur nette comptable au 01/01/2021	1 003	4 462	3 474	154	3	259	180	485	1 921	11 940	18 284	30 225
Acquisitions	271	60	2 102	8	0	0	174	0	0	2 615	150	2 765
Cessions – valeurs brutes	(213)	(95)	(17)	0	0	(53)	(109)	(0)	(1 921)	(2 408)	0	(2 408)
Amortissement	(189)	(75)	(563)	(40)	(0)	(33)	(99)	(0)	(0)	(999)	(288)	(1 287)
Cessions – amortissements cumulés	210	95	15	0	0	51	108	0	0	479	0	479
Valeur nette comptable au 31/12/2021	1 082	4 447	5 010	122	3	226	254	485	0	11 629	18 146	29 775
Valeur brute au 01/01/2022	1 765	7 401	15 087	1 058	110	730	1 130	485	0	27 766	24 328	52 094
Amortissements cumulés	(683)	(2 954)	(10 077)	(937)	(107)	(504)	(875)	0	0	(16 137)	(6 182)	(22 319)
Valeur nette comptable au 01/01/2022	1 082	4 447	5 010	122	3	226	254	485	0	11 629	18 146	29 775
Acquisitions	46	8	291	6	0	22	123	0	0	496	373	869
Cessions – valeurs brutes	(3)	(1)	(1 734)	(39)	0	(1)	(51)	0	0	(1 829)	(2)	(1 831)
Amortissement	(231)	(69)	(680)	(24)	(1)	(27)	(101)	0	0	(1 133)	(285)	(1 418)
Cessions – amortissements cumulés	3	0	1 652	36	0	0	51	0	0	1 742	2	1 744
Valeur nette comptable au 31/12/2022	897	4 385	4 539	100	2	220	277	485	0	10 905	18 234	29 139
Valeur brute au 31/12/2022	1 808	7 407	13 644	1 025	110	751	1 202	485	0	26 432	24 699	51 131
Amortissements cumulés	(912)	(3 023)	(9 104)	(925)	(108)	(531)	(925)	0	0	(15 528)	(6 465)	(21 993)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Immobilisations corporelles

Depuis 2016, le BIPM a fixé un seuil minimum en-dessous duquel les acquisitions ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

Étalons et équipements scientifiques

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2022, de 17 sources scellées dont il a actuellement l'usage.

Bâtiments

En 2022, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le ravalement de la façade du Pavillon de Breteuil côté cour,
- la mise en conformité de l'ascenseur du Nouveau Pavillon,
- le remplacement de l'ensemble des ouvrants du bâtiment Marie Curie afin d'améliorer l'isolation thermique et phonique,
- la rénovation de la bibliothèque dans le bâtiment Marie Curie.

En 2021, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- l'installation d'une cinquième caméra de vidéosurveillance sur le site du BIPM,
- le remplacement du système de climatisation dans la coursive du bâtiment de l'Observatoire,
- la rénovation et l'installation d'un système de climatisation dans la salle 114 à l'Observatoire pour le Département de la métrologie en physique,
- la rénovation de laboratoires à l'Observatoire pour le Département de la métrologie en physique,
- le ravalement des arches côté jardin du Pavillon de Breteuil,
- la rénovation du couloir et de bureaux dans le bâtiment Marie Curie.

Note 4 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	216	216
Accessoires pour prototypes	11	14
Travaux en cours	62	190
Autres		
Total des stocks et travaux en cours	289	420

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2022	2021
Au 1^{er} janvier	420	411
Mouvement de l'exercice	(131)	9
Au 31 décembre	289	420

En 2017, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2017, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2017 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Note 5 Contributions des États Membres

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022	12 mois jusqu'au 31 décembre 2021
Contributions	12 897	12 711
Adhésion Etat Membre	0	56
Total	12 897	12 767

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2022 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2022 car le Costa Rica est devenu État Membre le 5 septembre 2022. Le Costa Rica étant État Associé à la CGPM depuis 2004.

Le montant total des contributions comptabilisé en 2021 était supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2021 car l'Estonie est devenue État Membre le 25 janvier 2021. L'Estonie était État Associé à la CGPM depuis 2005.

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2021 (part non courante)	31 décembre 2021 (part courante)	31 décembre 2021 Total Valeur actualisée	31 décembre 2021 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran				
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres	209	1 630	1 839	1 839
Total des Contributions des États Membres	769	1 630	2 399	2 399

	31 décembre 2022 (part non courante)	31 décembre 2022 (part courante)	31 décembre 2022 Total Valeur actualisée	31 décembre 2022 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran				
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres	636	1 826	2 462	2 462
Total des Contributions des États Membres	1 196	1 826	3 022	3 022

Le total des Contributions restant dues est le suivant :

Contributions des autres États Membres (part courante)	1 826
Versement du Cameroun en 2014 alors que le pays avait été exclu	14
Contributions restant dues	1 840

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre	31 décembre	31 décembre 2021	31 décembre
	2021	2021	Total	2021
	(part non courante)	(part courante)	Valeur actualisée	Valeur nominale
République bolivarienne du Venezuela	161	0	161	161
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 546	0	1 546	1 546

(en milliers d'euros)	31 décembre	31 décembre	31 décembre 2022	31 décembre
	2022	2022	Total	2022
	(part non courante)	(part courante)	Valeur actualisée	Valeur nominale
République bolivarienne du Venezuela	161	0	161	161
Total des Avances faites par les États Membres	161	0	161	161

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014), à la République islamique d'Iran et à la République Bolivarienne du Venezuela.

Lors de sa 26^e réunion en 2018, la CGPM a décidé, le 14 novembre 2018, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela :

- la CGPM prend note de la recommandation du CIPM formulée dans la Décision CIPM/107-05 de juin 2018. La CGPM entérine cette recommandation et décide, au vu de la persistance de l'État à ne pas exécuter ses obligations financières, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela en tant qu'État Partie à la Convention du Mètre avec effet immédiat.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La CGPM, dans sa Résolution 5 adoptée à sa 26^e réunion (2018), a décidé que le CIPM appliquera l'article 6 alinéa 8 du Règlement annexé et qu'il traitera des cas où la pratique historique a conduit à l'accumulation d'arriérés. Conformément à cette résolution, le CIPM a décidé que le BIPM devait informer les États qui ont été précédemment notifiés de l'accumulation d'arriérés au-delà de six années que les montants dus sont ceux équivalant aux six premières années d'arriérés.

Le CIPM a décidé que les montants versés par ces États qui constituent les arriérés accumulés au-delà de six années peuvent être pris en considération lors du calcul de leur contribution, et de leur contribution d'entrée, lorsqu'ils participent de nouveau aux activités de la Convention du Mètre. Cette décision ne portait pas sur les avances associées faites par les États Membres, cette question devant être examinée séparément par le CIPM dans le cadre de la Résolution 5. Ainsi, le CIPM a remédié dans sa Décision CIPM/111-08 de juin 2022 à la question des sommes supplémentaires versées dans le cadre d'arriérés accumulés au-delà de six années.

Décision CIPM/111-08

Le CIPM rappelle l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre (alinéa 6) qui prévoit que « [l]es sommes supplémentaires, versées ainsi par les États pour parfaire le montant de la dotation du Bureau, sont considérées comme une avance faite à l'État retardataire, et leur sont remboursées si celui-ci vient à acquitter ses contributions arriérées », ainsi que sa décision CIPM/108-33 selon laquelle les États qui ont été précédemment notifiés de l'accumulation d'arriérés au-delà de six années seront informés que les montants dus sont ceux équivalant aux six premières années d'arriérés.

Le CIPM décide que les sommes supplémentaires versées dans le cadre d'arriérés accumulés au-delà de six années doivent être comptabilisées, dans tous les cas, comme des paiements au BIPM dans le contexte du rétablissement du calcul des contributions requis à l'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Le CIPM charge le directeur du BIPM de rédiger les comptes pour 2022 en intégrant à la Note 5 du Rapport financier un tableau qui indique les sommes supplémentaires qui seraient restituées aux États Membres si certains États débiteurs réglaient leurs arriérés (article 20 alinéa 3b du Règlement annexé).

Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022	12 mois jusqu'au 31 décembre 2021
Souscriptions des Associés	867	928

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2022 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2022. Le Zimbabwe a été réintégré comme État Associé à la CGPM le 08/02/2022 suite au règlement de ses arriérés. Cuba et Le Soudan ont été exclus au 01/01/2022 du fait de l'existence d'arriérés respectivement depuis 2018 et 2019. Les Seychelles ont souhaité ne plus faire partie des États Associés à la CGPM au 01/01/2022. Le Costa Rica est devenu Etat Membre et n'est donc plus Etat Associé à la CGPM en 2022.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2021 était inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2021. L'Estonie est devenue État Membre et n'est donc plus État Associé à la CGPM en 2021. Le Cambodge est devenu Etat Associé au 01/01/2021. Le Zimbabwe a été exclu au 01/01/2021 du fait de l'existence d'arriérés depuis 2017.

À l'actif, le détail des Souscriptions des États et Entités économiques associées restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2021 (part non courante)	31 décembre 2021 (part courante)	31 décembre 2021 Total Valeur nominale
Autres États Associés	0	406	406
Total des Souscriptions des États Associés	0	406	406

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022 (part non courante)	31 décembre 2022 (part courante)	31 décembre 2022 Total Valeur nominale
Autres États Associés	(157)	122	(35)
Total des Souscriptions des États Associés	(157)	122	(35)

Le total des Souscriptions restant dues est le suivant :

Souscriptions des autres États Associés (part courante)	122
Souscriptions restant dues	122

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Créance de TVA	217	198
Charges constatées d'avance	240	212
Autres créances	44	133
Total des Autres créances	501	543

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Créances CPS	30	34
Obligations (part courante)	0	0
Obligations (part non courante)	0	0
Total	30	34

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

Au 31 décembre 2022, la juste valeur du portefeuille HSBC détenu par le BIPM est en diminution de 1 600 milliers d'euros par rapport à sa valeur au 31 décembre 2021.

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	31 décembre 2022 Total
Trésorerie	16 227	160	0	0	16 387
Équivalents de trésorerie	1 667	93	0	0	1 760
Total	17 894	253	0	0	18 147

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total 31 décembre 2021
Trésorerie	18 086	239	1		18 326
Équivalents de trésorerie	1 708	96			1 804
Total	19 794	335	1	0	20 130

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	318	330
Factures non parvenues au 31 décembre	111	115
Fournisseurs à payer	570	547
Dettes - Prestations liées au personnel	320	336
Créditeurs divers	279	423
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 182	1 386
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	131	58
<i>Sous-total Crédits et Prépaiements</i>	<i>2 911</i>	<i>3 195</i>
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Fonds de Réserve	6 365	6 302
Fonds non réservés (ex-Fonds d'Investissement)	8 629	10 391
<i>Sous-total Réserves</i>	<i>15 236</i>	<i>16 934</i>
Total	18 147	20 130

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2022	2021
Traitements	4 886	4 715
Allocations familiales et sociales	892	903
Charges sociales	369	358
Charges de personnel courantes	6 147	5 976
Production immobilisée de l'exercice	0	0
Charges de personnel opérationnelles	6 147	5 976
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	114	96
Variation de la provision pour assurance maladie	(5 282)	(2 034)
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	(29)	4
Total des charges de personnel	950	4 042

Effectifs

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	65	66
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	4	3
Personnel en détachement au BIPM	7	4
Total des effectifs	76	73

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 5 650 milliers d'euros en 2022 et 5 600 milliers d'euros en 2021.

Ce montant inclut une contribution exceptionnelle de fonds non réservés à hauteur de 3 000 milliers d'euros en application de la décision CIPM/111-15.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Provision pour congés annuels	318	330
Provision pour indemnité de départ à la retraite	25	37
Autres avantages du personnel courants	2	5
Total des avantages du personnel courants	345	372

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Provision pour indemnité de départ à la retraite	281	342
Provision pour assurance maladie	11 617	17 084
Total des avantages du personnel non courants	11 898	17 426

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2019, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2014. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	11 617	17 084
Provision pour assurance maladie	11 617	17 084
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	638	751
Intérêts sur l'obligation	167	66
(Gains) pertes actuariels	(6 272)	(2 851)
Variation de la provision pour assurance maladie	(5 467)	(2 034)
<i>Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)</i>		
Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+)	3,75 %	1,00 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,50 %	2,00 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	3 079	(2 361)

Note 11 Autres crédateurs courants

Le détail des Autres crédateurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 182	1 386
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	131	58
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Autres	(349)	376
Total des Autres crédateurs courants	964	1 820

Note 12 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022	12 mois jusqu'au 31 décembre 2021
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	144	137
Produits d'intérêt	4	13
Dons	152	92
Frais d'inscription réunions	0	0
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Vente de prototypes	128	0
Désactualisation financière	0	17
Produits d'écart de change	1	56
Autres	37	75
Total des autres produits	466	390

Dons

Le BIPM a reçu, en 2022, 50 milliers d’euros de don pour la participation de l’*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM).

En 2022, il a également perçu un don de 15 milliers d’euros de la part de METAS dans le cadre du programme e-learning *Capacity Building Knowledge Transfer Programme* (CBKT).

Un don de 10 milliers d’euros a été reçu en 2022 en soutien à l’atelier en visio-conférences *BIPM-WMO Metrology for Climate Action* de la part d’EURAMET en sa qualité d’organisation partenaire.

Vente de prototypes

Trois prototypes ont été vendus au cours de l’année 2022.

Note 13 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d’euros)	12 mois jusqu’au 31 décembre 2022	12 mois jusqu’au 31 décembre 2021
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	318	266
Assurances	44	42
Publications	7	2
Frais de bureau	162	140
Frais de réunions	420	48
Capacity Building Knowledge Transfer Program	26	5
Voyages et transport de matériel	125	59
Bibliothèque	21	20
Bureau du Comité	0	0
Total des services généraux	1 123	582

En 2022, les frais de réunions ont été plus élevés qu’en 2021 du fait de la levée des restrictions sanitaires et l’organisation de deux réunions importantes au format hybride.

Note 14 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d’euros)	12 mois jusqu’au 31 décembre 2022	12 mois jusqu’au 31 décembre 2021
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	131	(9)
Platine iridié	0	0
Audit/revue	55	97
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Désactualisation financière	0	0
Charges d’écarts de change	17	4
Valeur nette des immobilisations mises au rebut ou cédées	86	9
Autres	241	50
Total des autres charges opérationnelles	530	150

Note 15 Dettes fournisseurs courantes

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Fournisseurs français	536	489
Fournisseurs étrangers	34	58
Total des Dettes fournisseurs	570	547

Les factures des fournisseurs sont enregistrées à leur date d'émission et concernent tous les fournisseurs autres que les employés du BIPM.

Note 16 Maintenance des bâtiments

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Contrats de services	325	290
Autres dépenses	173	152
Total Maintenance des bâtiments	498	442

EXÉCUTION DU BUDGET 2022

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2022	Budget 2022	Différence
<i>PRODUITS/REVENUE</i>	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 897	12 838	59
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	867	942	(75)
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	466	225	241
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 230	14 005	225
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 306	7 594	(1 288)
A.5 Fournisseurs sous contrats /Contract suppliers	338	371	(33)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 650	2 650	
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	362	391	(29)
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	131	157	(26)
C.3 Informatique/IT	98	110	(12)
C.4 Plateforme informatique ILC/ILC <i>IT Platform</i>	92	80	12
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	160	182	(23)
	843	920	(77)
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	17	16	1
D.2 Bibliothèque / <i>Library</i>	21	23	(2)
D.3 Transformation numérique / <i>Digital transformation</i>	21	42	(21)
D.4 Frais de réunion / <i>Cost of meetings</i>	420	200	220
D.5 CBKT	5	40	(35)
D.6 Voyages / <i>Travels</i>	11	79	(68)
	495	400	95
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	581	625	(44)
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	28	20	8
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	63	124	(61)
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	50	45	5
	723	814	(91)
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	395	535	(140)
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique /IT capital	48	50	(2)
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	380	399	(19)
	428	449	(21)
H. Divers/Miscellaneous	366	265	101
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	12 544	13 998	(1 454)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 686	7	1 679

Le budget de l'année 2022 a été approuvé par le CIPM en octobre 2021 (Décision CIPM/110-19). Il incluait un total de dépenses pour 2022 d'un montant de 13 998 milliers d'euros et un total de produits de 14 005 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2022 fait ressortir un résultat net de 1 680 milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2022 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2020	2021	2022	2023
Afrique du Sud / South Africa	17/06/2022			58 361	
Allemagne / Germany	22/02/2022			941 829	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	17/03/2022			181 232	
Argentine / Argentina	01/02/2022	151 027	71		
Australie / Australia	25/05/2022			341 780	
Autriche / Austria	23/12/2022				116 429
Belgique / Belgium	15/03/2022			126 969	
Brésil / Brazil					
Bulgarie / Bulgaria	28/03/2022			58 361	
Canada	29/12/2022				433 036
Chili / Chile	30/06/2022			62 943	
Chine / China	30/09/2022			1 166 357	
Colombie / Colombia	11/03/2022			58 361	
Croatie / Croatia	26/09/2022			58 361	
Danemark / Denmark	21/03/2022			85 677	
Égypte / Egypt	20/01/2022			58 361	
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	08/04/2022			95 265	
Espagne / Spain	18/03/2022			331 883	
États-Unis d'Amérique / United States of America	26/01/2022		808 436		
États-Unis d'Amérique / United States of America	02/09/2022			349 937	
Fédération de Russie / Russian Federation	25/01/2022			371 938	
Finlande / Finland	03/01/2022			65 108	
France	07/02/2022			684 643	
Grèce / Greece	22/12/2022			58 361	
Hongrie / Hungary	23/12/2022				58 944
Inde / India	10/03/2022	20 753	127 703	128 980	
Indonésie / Indonesia	23/05/2022			83 976	
Irak / Iraq	22/09/2022			57 783	
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)					
Irlande / Ireland	16/12/2022				84 607
Israël / Israel	04/08/2022			75 779	
Italie / Italy	16/03/2022			511 433	
Japon / Japan	20/04/2022			1 166 457	
Kazakhstan	04/04/2022			58 361	
Kenya	07/09/2022			58 361	
Lituanie / Lithuania	29/12/2022				58 944
Malaisie / Malaysia	07/07/2022			58 361	
Mexique / Mexico	23/11/2022			199 810	
Monténégro / Montenegro	30/12/2022				58 944
Norvège / Norway	22/12/2022				104 521
Nouvelle-Zélande / New Zealand					
Pakistan	08/02/2022	14 847			
Pakistan	17/06/2022	18 323			
Pays-Bas / Netherlands					
Pologne / Poland	20/12/2022				148 553
Portugal					
République de Corée / Republic of Korea	30/03/2022			350 596	
Roumanie / Romania	22/12/2022			58 361	
Royaume-Uni / United Kingdom	24/01/2022			706 295	
Serbie / Serbia	11/02/2022			58 361	
Singapour / Singapore	23/12/2022			75 006	
Slovaquie / Slovakia	27/12/2022				58 944
Slovénie / Slovenia	29/12/2022				58 944
Suède / Sweden	28/04/2022			140 115	
Suisse / Switzerland	18/01/2022			178 004	
Tchéquie / Czechia	10/03/2022			58 361	
Thaïlande / Thailand	17/01/2022			58 361	
Tunisie / Tunisia					
Türkiye	08/09/2022			212 028	
Ukraine					
Uruguay / Uruguay	24/10/2022			58 361	
Total		204 951	936 210	9 508 877	1 181 866

Contributions		12 446 006	12 653 439	12 838 336
---------------	--	------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus	16/06/2022			58 361
Équateur / Ecuador	17/03/2022	6 174	52 958	
Estonie / Estonia	06/01/2022			58 361
Maroc / Morocco				
Costa Rica	11/03/2022			52 730

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2022 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2020	2021	2022
Afrique du Sud / South Africa			
Allemagne / Germany			
Arabie saoudite / Saudi Arabia			
Argentine / Argentina		140 034	141 506
Australie / Australia			
Autriche / Austria			
Belgique / Belgium			
Brésil / Brazil		323 097	455 913
Bulgarie / Bulgaria			
Canada			
Chili / Chile			
Chine / China			
Colombie / Colombia			
Croatie / Croatia			
Danemark / Denmark			
Égypte / Egypt			
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			
Espagne / Spain			
États-Unis d'Amérique / United States of America			816 520
Fédération de Russie / Russian Federation			
Finlande / Finland			
France			
Grèce / Greece			
Hongrie / Hungary			
Inde / India			
Indonésie / Indonesia			
Irak / Iraq			578
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)			57 866
Irlande / Ireland			
Israël / Israel			
Italie / Italy			
Japon / Japan			
Kazakhstan			
Kenya			
Lituanie / Lithuania			
Malaisie / Malaysia			
Mexique / Mexico			
Monténégro / Montenegro			
Norvège / Norway			
Nouvelle-Zélande / New Zealand		57 783	58 361
Pakistan	11 895	57 783	58 361
Pays-Bas / Netherlands			
Pologne / Poland			
Portugal			
République de Corée / Republic of Korea			
Roumanie / Romania			
Royaume-Uni / United Kingdom			
Serbie / Serbia			
Singapour / Singapore			
Slovaquie / Slovakia			
Slovénie / Slovenia			
Suède / Sweden			
Suisse / Switzerland			
Tchéquie / Czechia			
Thaïlande / Thailand			
Tunisie / Tunisia		57 783	58 361
Türkiye			
Ukraine			58 361
Uruguay / Uruguay			
Total	11 895	636 480	1 705 827
Contributions	12 446 006	12 653 439	12 838 336

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus			
Équateur / Ecuador		4 825	58 361
Estonie / Estonia			
Maroc / Morocco			58 361
Costa Rica			

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2022 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS						
		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Albanie / Albania	18/05/2022						12 595	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	03/06/2022				12 357			
Azerbaïdjan / Azerbaijan	22/08/2022					12 480		
Bangladesh								
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	22/04/2022						12 479	126
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	07/02/2022						12 605	
Botswana	29/06/2022					12 357	12 558	
Cambodge / Cambodia	31/08/2022						12 605	
CARICOM	14/03/2022					9 493		
CARICOM	10/10/2022						9 588	
Éthiopie / Ethiopia	15/02/2022					12 480		
Géorgie / Georgia	27/10/2022						12 605	
Ghana	20/06/2022				12 357	12 480	12 605	
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China	22/03/2022						50 416	
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China	23/12/2022							52 932
Jamaïque / Jamaica	22/02/2022						12 605	
Koweït / Kuwait	08/12/2022					38 586	38 972	
Lettonie / Latvia	23/12/2022							53 050
Luxembourg	25/01/2022						12 605	
Macédoine du Nord / North Macedonia	29/12/2022						12 605	126
Malte / Malta	06/01/2022						12 605	
Malte / Malta	27/12/2022							12 731
Maurice / Mauritius	02/05/2022						12 605	
Mongolie / Mongolia	07/12/2022						12 605	
Namibie / Namibia	05/07/2022				12 357	12 480		
Namibie / Namibia	07/11/2022						12 605	
Oman								
Ouzbékistan / Uzbekistan	22/08/2022						12 605	
Panama	29/07/2022						52 525	
Paraguay	21/06/2022						12 211	
Paraguay	30/08/2022						394	12 211
Pérou / Peru	21/02/2022						45 166	
Philippines	29/04/2022						52 525	
Qatar	22/03/2022						43 612	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	29/07/2022					12 480	12 605	
République de Moldova / Republic of Moldova	22/02/2022						12 605	
Seychelles	05/07/2022					11 980		
Sri Lanka								
Taipei chinois / Chinese Taipei	09/03/2022						81 965	
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)	14/03/2022						12 605	
Viet Nam	26/10/2022						52 525	
Zambie / Zambia	01/11/2022						12 605	
Zimbabwe	21/01/2022	2 529	11 980	11 980	12 310			
Zimbabwe	26/01/2022						12 605	
Total		2 529	11 980	11 980	49 381	134 816	691 816	131 176
Souscriptions / Subscriptions		1 115 833	989 106	986 168	1 022 450	915 974	880 597	

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2022 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS	
	2021	2022
Albanie / Albania		
Azerbaïdjan / Azerbaijan		20 589
Bangladesh		12 605
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)		
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina		
Botswana		
Cambodge / Cambodia		
CARICOM		
Éthiopie / Ethiopia		12 605
Géorgie / Georgia		
Ghana		
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China		
Jamaïque / Jamaica		
Koweït / Kuwait		
Lettonie / Latvia		
Luxembourg		
Macédoine du Nord / North Macedonia		
Malte / Malta		
Maurice / Mauritius		
Mongolie / Mongolia		
Namibie / Namibia		
Oman	17 609	17 785
Ouzbékistan / Uzbekistan		
Panama		
Paraguay		
Pérou / Peru		7 359
Philippines		
Qatar		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic		
République de Moldova / Republic of Moldova		
Sri Lanka		12 605
Taipei chinois / Chinese Taipei		
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)		
Viet Nam		
Zambie / Zambia		
Zimbabwe		
Total	17 609	83 548
Souscriptions / Subscriptions	980 459	945 727

7. — BUDGET POUR 2023

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	13 085
2. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	895
3. Recettes diverses/Miscellaneous income	225
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 205
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	7 763
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	385
	8 148
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 750
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Informatique/IT	
C.4 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	904
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Bibliothèque/Library	
D.3. Transformation digitale/Digital transformation	
D.4 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.5 CBKT	
D.6 Voyages/Travels	393
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	843
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	295
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	458
H. Divers/Miscellaneous	468
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	14 259
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	-54

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2023

État Membre		Barème ONU 2022-2024	Contribution pour 2022 sur barème 2019-2021/€	Contribution pour 2022 sur barème 2022-2024/€	Différence/€	Contribution pour 2023/€	Total dû pour 2023/€	Member State
Afrique du Sud	*	0.244	58 361	58 361	0	58 944	58 944	South Africa
Allemagne		6.111	941 829	990 126	48 296	1 000 027	1 048 323	Germany
Arabie saoudite		1.184	181 252	191 836	10 584	193 754	204 338	Saudi Arabia
Argentine		0.719	141 506	116 495	-25 011	117 660	92 648	Argentina
Australie		2.111	341 780	342 032	251	345 452	345 703	Australia
Autriche		0.679	104 699	110 014	5 315	111 114	116 429	Austria
Belgique		0.828	126 969	134 155	7 186	135 497	142 683	Belgium
Brésil		2.013	455 913	326 153	-129 760	329 415	199 655	Brazil
Bulgarie	*	0.056	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Bulgaria
Canada		2.628	422 818	425 798	2 980	430 056	433 036	Canada
Chili		0.420	62 943	68 050	5 107	68 730	73 837	Chile
Chine		15.254	1 166 457	1 166 457	0	1 178 121	1 178 121	China
Colombie	*	0.246	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Colombia
Croatie	*	0.091	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Croatia
Danemark		0.553	85 677	89 599	3 922	90 495	94 417	Denmark
Égypte	*	0.139	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Egypt
Émirats arabes unis		0.635	95 266	102 885	7 619	103 914	111 533	United Arab Emirates
Espagne		2.134	331 883	345 758	13 875	349 216	363 091	Spain
États-Unis d'Amérique	*	22.000	1 166 457	1 166 457	0	1 178 121	1 178 121	United States of America
Fédération de Russie		1.866	371 938	302 336	-69 602	305 359	235 758	Russian Federation
Finlande		0.417	65 108	67 564	2 455	68 239	70 695	Finland
France		4.318	684 643	699 618	14 974	706 614	721 588	France
Grèce	*	0.325	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Greece
Hongrie	*	0.228	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Hungary
Inde		1.044	128 980	169 153	40 173	170 844	211 017	India
Indonésie		0.549	83 976	88 951	4 975	89 840	94 815	Indonesia
Irak	*	0.128	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Iraq
Iran (République islamique d')		0.371	61 551	60 111	-1 441	60 712	59 271	Iran (Islamic Republic of)
Irlande		0.439	58 361	71 128	12 768	71 840	84 607	Ireland
Israël		0.561	75 779	90 895	15 116	91 804	106 920	Israel
Italie		3.189	511 433	516 693	5 260	521 860	527 119	Italy
Japon	*	8.033	1 166 457	1 166 457	0	1 178 121	1 178 121	Japan
Kazakhstan	*	0.133	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Kazakhstan
Kenya	*	0.030	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Kenya
Lituanie	*	0.077	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Lithuania
Malaisie	*	0.348	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Malaysia
Mexique		1.221	199 810	197 831	-1 979	199 809	197 830	Mexico
Monténégro	*	0.004	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Montenegro
Norvège		0.679	116 607	110 014	-6 593	111 114	104 521	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0.309	58 361	58 361	0	58 944	58 944	New Zealand
Pakistan	*	0.114	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Pakistan
Pays-Bas		1.377	209 708	223 106	13 399	225 337	238 736	Netherlands
Pologne		0.837	124 031	135 614	11 583	136 970	148 553	Poland
Portugal	*	0.353	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Portugal
République de Corée		2.574	350 596	417 049	66 453	421 219	487 672	Republic of Korea
Roumanie	*	0.312	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Romania
Royaume-Uni		4.375	706 295	708 853	2 558	715 941	718 500	United Kingdom
Serbie	*	0.032	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Serbia
Singapour		0.504	75 006	81 660	6 654	82 476	89 130	Singapore
Slovaquie	*	0.155	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Slovakia
Slovénie	*	0.079	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Slovenia
Suède		0.871	140 115	141 122	1 008	142 534	143 542	Sweden
Suisse		1.134	178 004	183 735	5 730	185 572	191 302	Switzerland
Tchéquie	*	0.340	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Czechia
Thaïlande		0.368	58 361	59 625	1 264	60 221	61 485	Thailand
Tunisie	*	0.019	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Tunisia
Türkiye		0.845	212 028	136 910	-75 118	138 279	63 161	Türkiye
Ukraine	*	0.056	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Ukraine
Uruguay	*	0.092	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Uruguay
Sous-total			12 604 892	12 604 892	0	12 730 941	12 730 941	Subtotal
États ayant adhéré après la 26 ^e réunion de la CGPM (2018) / States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)								
Bélarus	*	0.041	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Belarus
Costa Rica	*	0.069				58 944	58 944	Costa Rica
Équateur	*	0.077	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Ecuador
Estonie	*	0.044	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Estonia
Maroc	*	0.055	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Morocco
Sous-total							294 720	Subtotal
Total							13 025 661	Total

*. État Membre au maximum ou au minimum de la contribution / Member State paying the maximum or minimum contribution

9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2023

Associé	Barème ONU 2022-2024	Souscription pour 2022 selon barème 2019-2021/€	Souscription pour 2022 selon barème 2022-2024/€	Différence/€	Souscription pour 2023/€	Total dû pour 2023/€	Associate
Albanie		0.008	12 605	12 605	0	12 731	Albania
Azerbaïdjan	#	0.030	20 589	20 589	0	28 858	Azerbaijan
Bangladesh		0.010	12 605	12 605	0	12 731	Bangladesh
Bolivie (État plurinational de)		0.019	12 605	12 605	0	12 731	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine		0.012	12 605	12 605	0	12 731	Bosnia and Herzegovina
Botswana		0.015	12 605	12 605	0	12 731	Botswana
Cambodge		0.007	12 605	12 605	0	12 731	Cambodia
Éthiopie		0.010	12 605	12 605	0	12 731	Ethiopia
Géorgie		0.008	12 605	12 605	0	12 731	Georgia
Ghana		0.024	12 605	12 605	0	12 731	Ghana
Jamaïque		0.008	12 605	12 605	0	12 731	Jamaica
Koweït		0.234	38 972	37 913	-1 059	38 293	Kuwait
Lettonie	#	0.050	52 525	52 525	0	53 050	Latvia
Luxembourg	#	0.068	12 605	12 605	0	20 795	Luxembourg
Macédoine du Nord		0.007	12 605	12 605	0	12 731	North Macedonia
Malte		0.019	12 605	12 605	0	12 731	Malta
Maurice		0.019	12 605	12 605	0	12 731	Mauritius
Mongolie		0.004	12 605	12 605	0	12 731	Mongolia
Namibie		0.009	12 605	12 605	0	12 731	Namibia
Oman		0.111	17 785	17 985	200	18 164	Oman
Ouzbékistan		0.027	12 605	12 605	0	12 731	Uzbekistan
Panama	#	0.090	52 525	52 525	0	53 050	Panama
Paraguay		0.026	12 605	12 605	0	12 731	Paraguay
Pérou	#	0.163	52 525	52 525	0	53 050	Peru
Philippines	#	0.212	52 525	52 525	0	53 050	Philippines
Qatar		0.269	43 612	43 584	-28	44 020	Qatar
République arabe syrienne		0.009	12 605	12 605	0	12 731	Syrian Arab Republic
République de Moldova		0.005	12 605	12 605	0	12 731	Republic of Moldova
Sri Lanka		0.045	12 605	12 605	0	12 731	Sri Lanka
Tanzanie		0.010	12 605	12 605	0	12 731	Tanzania
Viet Nam	#	0.093	52 525	52 525	0	53 050	Viet Nam
Zambie		0.008	12 605	12 605	0	12 731	Zambia
Zimbabwe		0.007	12 605	12 605	0	12 731	Zimbabwe
Total		1.636	686 103	685 216	-887	708 193	Total

#. Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion (2011) / Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting (2011)

Étités économiques Associées							Associate Economies
CARICOM	*	0.062	9 588	10 045	457	10 146	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.317	50 416	51 417	1 001	51 931	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.666	81 965	107 905	25 940	108 984	Chinese Taipei
Total			141 969	169 367	27 398	171 061	Total Associate Economies

Total Associés			828 072	854 583	26 511	879 254	905 765	Total Associates
-----------------------	--	--	----------------	----------------	---------------	----------------	----------------	-------------------------

*. Somme des coefficients ONU de onze États participant à la CARICOM / Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM States

** Calcul effectué à partir des données du PIB / Calculated from GDP data

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2022

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Caisse de Retraite et de Prévoyance du Bureau International des Poids et Mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres CEDEX
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2022

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs les membres du Comité International des Poids et Mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau International des Poids et Mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2022 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2022

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2022, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en termes de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 31 mai 2023

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	16 235	18 358
Actifs non courants		16 235	18 358
Actifs courants			
Actifs du régime	9	0	0
Autres créances	10	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	7 449	4 049
Actifs courants		7 449	4 049
Total Actifs		23 684	22 407
Actif net			
Résultat de l'exercice		52 741	15 116
Variation de juste valeur		(542)	1 581
Autres réserves		(123 895)	(139 011)
Actif net		(71 696)	(122 314)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	89 175	134 818
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	3 147	6 976
Passifs non courants		92 322	141 794
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	3 058	2 927
Autres dettes	11	0	0
Passifs courants		3 058	2 927
Total Passifs		95 380	144 721

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2022	2021
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	5 650	5 600
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	811	746
Produits des placements	9	0	0
Autres produits opérationnels	12	0	22
Total des produits opérationnels		6 461	6 368
Charges opérationnelles			
Pensions	7	2 961	3 010
Variation de la provision pour pensions	8	(49 342)	(11 939)
Autres charges opérationnelles	13	100	181
Total des charges opérationnelles		(46 281)	(8 748)
Résultat des activités opérationnelles		52 741	15 116
Charges financières			
Résultat des activités ordinaires		52 741	15 116
Résultat de l'exercice		52 741	15 116

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(9 062)		9 062
Variation de juste valeur		82	
Résultat de l'exercice	(18 200)		
Solde au 31 décembre 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	18 200		(18 200)
Variation de juste valeur		96	
Résultat de l'exercice	315		
Solde au 31 décembre 2017	315	2 196	(109 945)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(315)		315
Variation de juste valeur		(650)	
Résultat de l'exercice	7 186		
Solde au 31 décembre 2018	7 186	1 546	(109 630)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(7 186)		7 186
Variation de juste valeur		1 613	
Résultat de l'exercice	(21 321)		
Solde au 31 décembre 2019	(21 321)	3 159	(102 444)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	21 321		(21 321)
Variation de juste valeur		(2 282)	
Résultat de l'exercice	(15 246)		
Solde au 31 décembre 2020	(15 246)	876	(123 765)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	15 246		(15 246)
Variation de juste valeur		705	
Résultat de l'exercice	15 116		
Solde au 31 décembre 2021	15 116	1 581	(139 011)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(15 116)		15 116
Variation de juste valeur		(2 123)	
Résultat de l'exercice	52 741		
Solde au 31 décembre 2022	52 741	(542)	(123 895)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2022	2021
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		5 650	5 535
Cotisations des membres du personnel du BIPM		811	738
Pensions		(2 961)	(3 003)
Autres charges opérationnelles		(100)	(221)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		3 400	3 049
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		0	0
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		0	0
Produits des placements		0	0
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		0	0
Flux de trésorerie des activités de financement			
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		3 400	3 049
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	7 449	4 049

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Événements significatifs de l'exercice

L'année 2022 est marquée par le retour d'une inflation qui s'est accentuée tout au long de la période, dans un paysage géoéconomique déstabilisé.

Le CIPM a décidé d'autoriser en 2021 un transfert exceptionnel de 3 millions d'euros des fonds non réservés du BIPM à la Caisse de Retraite.

Le CIPM a de nouveau décidé d'autoriser en 2022 un transfert exceptionnel de 3 millions d'euros des fonds non réservés du BIPM à la Caisse de Retraite.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2022 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe trois règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, le deuxième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010 et le troisième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2017.

En 2019, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 65^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur ou égal à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 66^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 52 ans et inférieur à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 67^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur à 52 ans au 1^{er} janvier 2017.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,019 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 36,84.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 60 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 60 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 5 600 milliers d'euros en 2021 et 5 650 milliers d'euros en 2022. Ce montant inclut en 2021 et en 2022, une contribution exceptionnelle de fonds non réservés à hauteur de 3 000 milliers d'euros en application des décisions CIPM/110-18 et CIPM/111-15.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires sont prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité. Le taux de cotisation s'élève à 11,5 % en 2017 ; 12,5 % en 2018 ; 13,5 % en 2019 ; 14,5 % en 2020 ; 15,5 % en 2021 ; 16,5 % en 2022 et sera de 17,5 % en 2023 pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2017. Il est de 15 % pour les membres du personnel recrutés à compter du 1^{er} janvier 2017. Il était de 10 % pour tous les membres du personnel jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant des cotisations s'élève à 811 milliers d'euros en 2022 contre 746 milliers d'euros en 2021.

Le CIPM, rappelant sa décision CIPM/109-13 et tenant compte des scénarios testés dans l'étude actuarielle de 2019, a décidé d'offrir la possibilité aux actifs du BIPM de rejoindre la section « Post-2017 » du régime à compter du 1^{er} janvier 2021. Cette option a été mise en œuvre pour 4 actifs au cours de l'année 2021.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	50	49
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	19	20
Total des effectifs	69	69

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Membres du personnel en activité et en invalidité (section Pré-2010)	41	43
Membres du personnel en activité et en invalidité (section Post-2010)	10	10
Membres du personnel en activité et en invalidité (section Post-2017)	18	16
Total des effectifs	69	69

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 3 010 milliers d'euros en 2021 et 2 961 milliers d'euros en 2022 .

Le détail du nombre de pensions est présenté ci-après :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Pensions de retraite	53	53
Pensions de réversion	9	11
Pensions différées	6	7
Pensions d'orphelin	2	2
Allocations d'invalidité	3	2
Total du nombre de pensions servies	73	75

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	47 056	59 200
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	3 058	2 927
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	42 118	75 618
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	<u>92 232</u>	<u>137 745</u>
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	3 147	6 976
Provision pour pensions	95 379	144 721
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	4 730	5 319
Charge d'intérêt	1 416	537
Prestations payées	(2 959)	(3 002)
(Gains) pertes actuariels	(52 528)	(14 793)
Variation de la provision pour pensions	(49 341)	(11 939)
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,12773	1,12223
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+)	3,75 %	1,00 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,5 % + revalorisation du point du BIPM	1,5 % + revalorisation du point du BIPM
Taux d'inflation (à long terme)	2,25 %	1,9 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
(Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)		
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particulier	Retraite à taux plein sauf cas particulier
Type de départ	À l'initiative du membre du personnel	À l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du point	Égale à celle du point
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2021 :

Si un taux d'actualisation à 0,75 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 153 134 milliers d'euros au lieu de 144 721 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2021 en utilisant un taux à 1,00 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,25 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 136 986 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2022 :

Si un taux d'actualisation à 3,50 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 99 565 milliers d'euros au lieu de 95 380 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2022 en utilisant un taux à 3,75 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 4,00 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 91 475 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2022	Total 31 décembre 2021
Trésorerie	7 449	4 049
Équivalents de trésorerie	0	0
Total	7 449	4 049

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2022	Total 31 décembre 2021
<i>Stratégie d'investissement</i>		
- Actions	3 815	4 957
- Taux (revenus fixes)	12 420	13 401
Total Fonds communs de placement (actions)	16 235	18 358
<i>Exposition aux devises</i>		
- EUR	13 390	15 320
- Autres	2 845	3 038
Total	16 235	18 358

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2022	Total 31 décembre 2021
Obligations	0	0
Autres instruments financiers	16 235	18 358
Non courants	16 235	18 358
Obligations	0	0
Courants	0	0
Total	16 235	18 358

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022	12 mois jusqu'au 31 décembre 2021
Fonds communs de placement (actions)		
Obligations	0	0
Équivalents de trésorerie	0	0
Trésorerie	0	0
Total Produits des placements	0	0

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Produits à recevoir	0	0
Total des Autres créances	0	0

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Pensions à payer	0	0
Opérations avec le BIPM	0	0
Total des Autres dettes	0	0

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022	12 mois jusqu'au 31 décembre 2021
Variation de juste valeur	0	0
Plus-value de cession	0	0
Produits d'écarts de change	0	22
Total des Autres produits opérationnels	0	22

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022	12 mois jusqu'au 31 décembre 2021
Charges d'écarts de change	9	0
Autres charges opérationnelles	91	181
Total des Autres charges opérationnelles	100	181

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CARICOM	<i>Caribbean Community</i> / Communauté des Caraïbes
CBKT	<i>Capacity Building and Knowledge Transfer</i> / Renforcement des capacités et transfert des connaissances
CCCR	Commission consultative sur la Caisse de retraite
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CPS	Caisse des prêts sociaux du BIPM
EBITDA	<i>Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization</i> / Résultat avant intérêt, impôts et amortissement
EURAMET	European Association of National Metrology Institutes
GBP	<i>British Pound</i> / Livre britannique
IAS	<i>International Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
ICSLT	<i>International Civil Servants Life Table</i> / Table de mortalité des fonctionnaires internationaux
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ILC	Département des relations internationales et de la communication
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales du secteur public
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCTLM	<i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i> / Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire
KCDB	BIPM key comparison database / Base de données du BIPM sur les comparaisons clés
METAS	Institut fédéral de métrologie (Suisse)
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
RMO	Regional Metrology Organization / Organisation régionale de métrologie
TGF	Table par génération des femmes
TGH	Table par génération des hommes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar</i> / Dollar des États-Unis
WMO	World Meteorological Organization / Organisation météorologique mondiale



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 31 MAY 2023

President

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), South Africa.

Secretary

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Japan.

Members

3. V.G. ACHANTA, CSIR National Physical Laboratory of India (NPLI), India.
4. V. COLEMAN, National Measurement Institute, Australia (NMIA), Australia.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Spain.
6. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, Nice, France.
7. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), China.
8. J.T. JANSSEN, National Physical Laboratory (NPL), United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
9. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Argentina.
10. G. MACDONALD, National Research Council of Canada (NRC), Canada.
11. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre « Institute of Metrology », Ukraine.
12. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), United States of America.
Vice-président.
13. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Republic of Korea.
14. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Italy.
15. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Switzerland. *Vice-président.*
16. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Netherlands.
17. G.P. RIPPER, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade et Tecnologia (INMETRO), Brazil.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Germany.

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2022**

1. — Foreword
2. — 2022 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Intangible and tangible assets
 - Note 4 Inventories and work in progress
 - Note 5 Member States contributions
 - Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current creditors
 - Note 12 Other income
 - Note 13 General services
 - Note 14 Other operating expenses
 - Note 15 Current payables
 - Note 16 Building maintenance
 - 2022 Budget outturn
3. — Contributions settled in 2022
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2022
5. — Subscriptions settled in 2022
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2022
7. — Budget for 2023
8. — Table of repartition of the dotation for 2023
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2023
10. — 2022 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In the foreword to this Financial Report for 2022 I am pleased to report that income from Member States, Associate States and Associate Economies was received as planned.

Costa Rica became a State Party to the Metre Convention on 5 September 2022 (previously having been an Associate State of the CGPM since 29 January 2004). Cuba and Sudan ceased to be Associates on 1 January 2022 and Seychelles withdrew as an Associate 1 January 2022. Zimbabwe was reinstated as an Associate on 8 February 2022. (It had previously been an Associate from 14 September 2010 to 31 December 2020). Hence, at the end of 2022, there were 64 States Parties to the Metre Convention (from 63 at the end of 2021) and 36 Associate States and Economies of the CGPM (from 39 at the end of 2021).

The results presented here testify to the on-going balance between income and expenditure. There was a 1 % increase across all sources of income due to the agreed 1% increase in dotation together with increases in income from grants and the sale of prototypes. Spending was controlled carefully and followed the trend in recent years of being below the agreed budget:

- staff costs increased by 3.1 %.
- the subsistence paid to seconded staff increased as the secondee programme continues to recover from the global travel restrictions.
- the operating costs for the laboratories were 894 thousand euros (846 thousand euros in 2021) largely because of the increasing cost of software rental.
- the cost of providing meetings was above budget because of the high cost of providing a fully hybrid meeting of the CGPM in November and the provision of the BIPM/WMO workshop in September using an external software platform.
- the cost of electricity increased by 23 % to 284 thousand euros because of the rise in wholesale energy prices.
- the spend on investment followed the agreed budget which included the completion of the project to install energy-efficient windows in the Marie Curie building and the renovation of the façade of the Pavillon de Breteuil.

In this report, we present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”), which measures the performance of the operations before allowing for investment activities. It is reported here as being minus 726 thousand euros (393 thousand euros at the end of 2021). These numbers in 2022 do not reflect the level of cash generated by the operations because, in December 2021, the CIPM decided to make a second transfer of 3 000 thousand euros from the reserves to the Pension Fund. This transaction is necessarily reflected in a reduction in the net result for the period, the cashflow generated and the total reserves at year end as follows:

- the net result for the period, after allowing for all financial transactions, was a surplus of 3 157 thousand euros (1 085 thousand euros in 2021). We report a decrease in the calculated provision for health care insurance of 5 311 thousand euros (compared with a decrease of 2 034 thousand euros in 2021). (We recall that this charge to the profit and loss account is required for the change in this provision each year although it represents a liability that would not be realized whilst the BIPM continues to operate). The charges for depreciation and amortization were 1 418 thousand euros in 2022 (1 276 thousand euros in 2021).
- the cash flow out from the operations was 1 173 thousand euros compared to an inflow of 684 thousand euros in 2021.

– the total reserves reduced to 18 147 thousand euros (from 20 130 thousand euros in 2021). The reserve fund (which is held at the level of 50 % of the total sum of the dotation for the ensuing period) was 6 365 thousand euros (6 302 thousand euros in 2021). After accounting for pre-payments received and sums due to be paid (see Note 9), the remaining unreserved funds were 8 629 thousand euros (10 391 thousand euros in 2021). The total assets declined to 29 139 thousand euros (29 775 thousand euros) because of the reduced level of investment made in the second half of the work programme.

This report also includes the Financial Report for the BIPM Pension Fund which benefitted from the decision by the CIPM to transfer 3 000 thousand euros from the reserves of the BIPM. This led to an increase in the value of the assets to 23 684 thousand euros (from 22 407 thousand euros in 2021). The strategy for the investment of the assets continues to follow independent expert advice. There has been a significant reduction in the estimated liabilities to 92 million euros (142 million euros in 2021). This results from an increase in the discount rate reflecting market conditions from 1.00 % (2021) to 3.75 %.

The pensions in payment were 2 961 thousand euros (3 010 thousand euros in 2021). Staff contributions increased from 746 thousand euros (2021) to 810 thousand euros following the CIPM decision to increase staff contribution rates on in a series of steps starting in 2016.

The Pension Fund Advisory Board (PFAB) announced that they would commission a full actuarial study of the Fund during 2023.

2. — 2022 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2022 financial statements

Period ended December 31st, 2022

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the BIPM for the period ended December 31st, 2022. These financial statements were approved by the Director of the BIPM on 31th May 2023 based on the information available at that date.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2022, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2022, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 31th, 2023

KPMG Audit
A division of KPMG S.A

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of euros)	Notes	31 December 2022	31 December 2021
Non-current assets			
Buildings	3	18 234	18 146
Scientific equipment	3	8 924	9 457
Intangible assets	3	897	1 082
Other property, plant and equipment	3	1 084	1 137
Member States contributions	5	1 196	769
Non-current financial assets	8	30	34
Non-current assets		30 365	30 624
Current assets			
Inventories and work in progress	4	289	420
Member States contributions	5	1 826	1 630
Subscriptions of Associates	6	(35)	406
Other receivables	7	501	543
Cash and cash equivalent	9	18 147	20 130
Current assets		20 150	23 129
Total Assets		50 515	53 753
Net Assets			
Net result for the period		3 157	1 085
Change in fair value	9	(50)	(49)
Other reserves		33 470	31 006
Net Assets		36 577	32 042
Non-current liabilities			
Non-current employee benefits	10	11 898	17 426
Supplementary sums from Member States	5	161	1 546
Non-current liabilities		12 059	18 972
Current liabilities			
Current employee benefits	10	345	372
Current payables	15	570	547
Other current creditors	11	964	1 820
Current liabilities		1 879	2 739
Total Liabilities		13 938	21 711

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of euros)	Notes	2022	2021
Operating revenue			
Contributions	5	12 897	12 767
Subscriptions	6	867	928
Other income	12	466	390
Total operating revenue		14 230	14 085
Operating expenses			
Staff	10	6 261	6 072
Change in health care and retirement indemnity provision	10	(5 311)	(2 034)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	5 650	5 600
General services	13	1 123	582
Laboratory operating expenses		894	846
Building maintenance	16	498	442
Other operating expenses	14	530	150
Asset revaluation CGPM Resolution 5	5	0	0
Total operating expenses		9 645	11 658
EBITDA		4 585	2 427
EBITDA corrected for change in health care and retirement indemnity provision and asset revaluation			
		(726)	393
Depreciation and amortization			
Result from operating activities	3	(1 418)	(1 276)
		3 167	1 151
Financial expenses			
Result from ordinary activities		10	66
Net result for the period		3 157	1 085

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value		(80)	
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970
Allocation of prior period net result	(764)		764
Change in fair value		(12)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	551		
Balance at 31 December 2016	551	(10)	30 734
Allocation of prior period net result	(551)		551
Change in fair value		(27)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	157		
Balance at 31 December 2017	157	(37)	31 285
Allocation of prior period net result	(157)		157
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	901		
Balance at 31 December 2018	901	(38)	31 442
Allocation of prior period net result	(901)		901
Change in fair value		(7)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	(1 420)		
Balance at 31 December 2019	(1 420)	(45)	32 343
Allocation of prior period net result	1 420		(1 420)
Change in fair value		(14)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	82		
Balance at 31 December 2020	82	(59)	30 923
Allocation of prior period net result	(82)		82
Change in fair value		10	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	1 085		
Balance at 31 December 2021	1 085	(49)	31 005
Allocation of prior period net result	(1 085)		1 085
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	3 157		
Balance at 31 December 2022	3 157	(50)	32 090

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of euros)	Notes	2022	2021
Cash flows from operating activities			
Contributions		12 008	13 207
Subscriptions		1 222	819
VAT reimbursement		510	680
Other receipts		420	280
Staff		(6 482)	(6 235)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(5 650)	(5 535)
Suppliers		(3 139)	(2 522)
Other expenditure		(41)	0
Financial payments		(21)	(10)
Total cash flows from operating activities		(1 173)	684
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(810)	(976)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets			851
Transfer of financial assets			851
Total cash flows from investment activities		(810)	(125)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent			
		(1 983)	559
Cash and cash equivalent at beginning of period		20 130	19 571
Cash and cash equivalent at end of period	9	18 147	20 130

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 64 at 5 September 2022, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to work with the NMIs of its Member States, the RMOs and strategic partners world-wide and to use its international and impartial status to promote and advance the global comparability of measurements for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Improving the quality of life and sustaining the global environment.

The objectives of the BIPM are set out in Resolution 3 of the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures (CGPM). They are to:

- represent the world-wide measurement community, aiming to maximize its uptake and impact,
- be a centre for scientific and technical collaboration between Member States, providing capabilities for international measurement comparisons on a shared-cost basis,
- be the coordinator of the world-wide measurement system, ensuring it gives comparable and internationally accepted measurement results.

Fulfilling the BIPM mission and objectives is complemented by its work in:

- capacity building, which aims to achieve a global balance between the metrology capabilities in Member States,
- knowledge transfer, which ensures that the work of the BIPM has the greatest impact.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Specific events during the financial period

The year 2022 saw a return to inflation, which has been rising throughout the period, in the unsettled geo-economic landscape.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2022 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2022 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the *“Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale”*, is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where “x” is equal to the sum

of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the obligation of Member States to pay supplementary sums to correct for the dotation not paid by any Member State that has been suspended. If a Member State previously having been suspended pays its arrears of contributions, then the corresponding supplementary sums paid by other Member States are returned to them.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in euros, or in a euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above-mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

In October 2017 the CIPM decided (Decision CIPM/106-20) that when considering whether it is appropriate for an Associate State of the CGPM to be encouraged to accede to the Metre Convention and hence become a Member State, the CIPM will take into account a percentage higher than 0.02 on the “Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations” in addition to the criteria that it had previously adopted.

When the decision was taken some States with a percentage less than 0.02 were already on the escalator (six Associate States were paying enhanced subscriptions and three others were due to make the first step in 2018). To address this situation Decision CIPM/106-21 was taken:

‘The CIPM decided that an Associate State of the CGPM that does not meet the criteria set in Decision CIPM/106-20 and that has already been encouraged to accede to the Metre Convention, and as a result is paying an increased subscription, shall have its subscription reduced to the minimum for an Associate State. The reduction will come into force in 2018 and will not be retroactive.’

Following the implementation of CIPM Decisions CIPM/106-20 and CIPM/106-21 the current list of Associate States encouraged to accede and paying enhanced subscriptions includes seven states (Azerbaijan, Latvia, Luxembourg, Panama, Peru, the Philippines and Viet Nam).

Assessed subscriptions are payable in euros, or in a euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in euros or in a euro convertible currency. If they are paid in a euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every thirty years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every thirty years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2017 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 50 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be in force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2019 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 3 Intangible and tangible assets

(in thousands of euros)	Intangible assets	Standards	Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equip. and furniture	IT	Heritage assets	Scientific equip. under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2021	1 707	7 436	13 002	1 050	110	782	1 064	486	1 921	27 557	24 178	51 736
Accumulated depreciation	(703)	(2 974)	(9 529)	(897)	(107)	(522)	(884)	0	0	(15 616)	(5 894)	(21 511)
Net value 01/01/2021	1 003	4 462	3 474	154	3	259	180	485	1 921	11 940	18 284	30 225
Additions	271	60	2 102	8	0	0	174	0	0	2 615	150	2 765
Disposals – gross value	(213)	(95)	(17)	0	0	(53)	(109)	(0)	(1 921)	(2 408)	0	(2 408)
Depreciation	(189)	(75)	(563)	(40)	(0)	(33)	(99)	(0)	(0)	(999)	(288)	(1 287)
Disposals – accumulated depreciation	210	95	15	0	0	51	108	0	0	479	0	479
Net value 31/12/2021	1 082	4 447	5 010	122	3	226	254	485	0	11 629	18 146	29 775
Gross value 01/01/2022	1 765	7 401	15 087	1 058	110	730	1 130	485	0	27 766	24 328	52 094
Accumulated depreciation	(683)	(2 954)	(10 077)	(937)	(107)	(504)	(875)	0	0	(16 137)	(6 182)	(22 319)
Net value 01/01/2022	1 082	4 447	5 010	122	3	226	254	485	0	11 629	18 146	29 775
Additions	46	8	291	6	0	22	123	0	0	496	373	869
Disposals – gross value	(3)	(1)	(1 734)	(39)	0	(1)	(51)	0	0	(1 829)	(2)	(1 831)
Depreciation	(231)	(69)	(680)	(24)	(1)	(27)	(101)	0	0	(1 133)	(285)	(1 418)
Disposals – accumulated depreciation	3	0	1 652	36	0	0	51	0	0	1 742	2	1 744
Net value 31/12/2022	897	4 385	4 539	100	2	220	277	485	0	10 905	18 234	29 139
Gross value 31/12/2022	1 808	7 407	13 644	1 025	110	751	1 202	485	0	26 432	24 699	51 131
Accumulated depreciation	(912)	(3 023)	(9 104)	(925)	(108)	(531)	(925)	0	0	(15 528)	(6 465)	(21 993)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Tangible assets

Since 2016, the BIPM has set a minimum threshold below which additions are not included in the BIPM assets but are charged as expenses.

Standards and scientific equipment

As of 31 December 2022, the Ionizing Radiation Department was using 17 sealed sources.

Buildings

In 2022, major investments in Buildings were:

- the restoration of the Pavillon de Breteuil façade adjacent to the courtyard,
- updating the Nouveau Pavillon lift to comply with security requirements,
- the replacement of all windows in the Marie Curie building to improve thermal and acoustic insulation,
- the renovation of the library in the Marie Curie building.

In 2021, major investments in Buildings were:

- the installation of a fifth security camera on the BIPM premises,
- the replacement of the air-conditioning system in the corridor of the Observatory building,
- the renovation and the installation of an air-conditioning system in Room 114 of the Observatory building for the Physical Metrology Department,
- the renovation of laboratories of the Observatory building for the Physical Metrology Department,
- the restoration of the garden-facing arches of the Pavillon de Breteuil,
- the renovation of the corridor and offices in the Marie Curie building.

Note 4 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Inventories and work in progress		
Raw materials	216	216
Accessories for prototypes	11	14
Work in progress	62	190
Other		
Total Inventories and work in progress	289	420

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of euros)	2022	2021
At 1 January	420	411
Movement of the year	(131)	9
At 31 December	289	420

In 2017, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg), which were in a format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2017, inventories of raw materials of platinum-iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2017 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

Note 5 Member States Contributions

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Contributions	12 897	12 711
Accession Member State	0	56
Total	12 897	12 767

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2022 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2022 as Costa Rica became a Member State on 5 September 2022. Costa Rica had been an Associate State of the CGPM since 2004.

The total sum of the contributions recognized in 2021 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2021 as Estonia became a Member States on 25 January 2021. Estonia had been an Associate State of the CGPM since 2005.

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2021 (non-current part)	31 December 2021 (current part)	31 December 2021 Total discounted value	31 December 2021 Total nominal value
Islamic Republic of Iran			560	560
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States	209	1 630	1 839	1 839
Total Member States Contributions	769	1 630	2 399	2 399

(in thousands of euros)	31 December 2022 (non-current part)	31 December 2022 (current part)	31 December 2022 Total discounted value	31 December 2022 Total nominal value
Islamic Republic of Iran			560	560
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States	636	1 826	2 462	2 462
Total Member States Contributions	1 196	1 826	3 022	3 022

The total of outstanding Contributions are as follows:

Contributions of Other Member States (current part)	1 826
Settlement from Cameroon in 2014 after the State had been excluded	14
Outstanding Contributions	1 840

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2021 (non-current part)	31December 2021 (current part)	31December 2021 Total discounted value	31 December 2021 Total nominal value
(in thousands of euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela	161	0	161	161
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 546	0	1 546	1 546

	31 December 2022 (non-current part)	31December 2022 (current part)	31December 2022 Total discounted value	31 December 2022 Total nominal value
(in thousands of euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela	161	0	161	161
Total Advances from Member States	161	0	161	161

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People’s Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), the Islamic Republic of Iran and the Bolivarian Republic of Venezuela.

During its 26th meeting in 2018, the CGPM took a decision on 14 November 2018 to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela:

- The CGPM notes the recommendation of the CIPM under Decision CIPM/107-05 of June 2018. The CGPM endorses this recommendation and decides that the Bolivarian Republic of Venezuela, which has persisted in its failure to fulfil its financial obligations, shall be excluded as a State Party to the Metre Convention with immediate effect.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The CGPM in Resolution 5 adopted at its 26th meeting (2018) decided that the CIPM shall implement Article 6 paragraph 8 of the Annexed Regulations, and that the CIPM shall address the situation where historical practice has resulted in the accumulation of arrears. Pursuant to this resolution, the CIPM decided that the BIPM shall inform States that have previously been notified of accumulated arrears exceeding the six-year period, that the amounts due are those equal to the first six years of default.

The CIPM decided that any amounts paid by such States that constitute accumulated arrears exceeding the six-year period, may be considered when calculating their contribution, and entry contribution, following their re-engagement. This decision did not address the associated advances made by Member States, which shall be considered separately by the CIPM in the context of Resolution 5. Subsequently, in June 2022, supplementary sums paid with respect to arrears exceeding six years were addressed in CIPM Decision CIPM/111-08.

Decision CIPM/111-08

The CIPM recalled Regulation 6 annexed to the Metre Convention (paragraph 6), which states that “The supplementary sums thus paid by these States to make up the dotation of the Bureau are considered as advances made to the State in arrears and are reimbursed to them in the event that it repays its arrears of contributions” and its Decision CIPM/108-33, following which States that have previously been notified of accumulated arrears exceeding the six-year period were informed that the amounts due are those equal to the first six years of default.

The CIPM decided that supplementary sums received in respect of arrears greater than 6 years should be recognized, in all cases, as payments to the BIPM in the context of the re-establishment of the dotation contributions required by paragraph 8 of Regulation 6 annexed to the Metre Convention.

The CIPM requested the BIPM Director to draft the accounts for 2022 to show a table for inclusion in Note 5 of the Financial Report that shows the remaining supplementary sums that would be refunded to Member States if certain States in arrears were to make good their arrears (following article 20 para 3b of the Annexed Regulations).

Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Subscriptions of Associates	867	928

The total sum of subscriptions recognized in 2022 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2022. Zimbabwe was reinstated as an Associate State of the CGPM on 8 February 2022 after the settlement of its arrears. Cuba and Sudan were excluded on 1 January 2022 due to arrears since 2018 and 2019 respectively. Seychelles wished to withdraw from Associate status on 1 January 2022. Costa Rica became a Member State and was therefore no longer an Associate of the CGPM in 2022.

The total sum of subscriptions recognized in 2021 was lower than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2021. Estonia became a Member State and was therefore no longer an Associate of the CGPM in 2021. Cambodia became an Associate of the CGPM on 1 January 2021. Zimbabwe was excluded on 1 January 2021 due to arrears since 2017.

On the asset side, the breakdown of Associates States and Economies Subscriptions, outstanding at the end of the period, is as follows:

(in thousand of euros)	31 December 2021 (non-current part)	31 December 2021 (current part)	31 December 2021 Total Nominal value
Other Associates	0	406	406
Total Subscriptions of Associates	0	406	406

(in thousand of euros)	31 December 2022 (non-current part)	31 December 2022 (current part)	31 December 2022 Total Nominal value
Other Associates	(157)	122	(35)
Total Subscriptions of Associates	(157)	122	(35)

The total of Outstanding Subscriptions is as follows:

Subscriptions of Other Associates (current part)	122
Outstanding Subscriptions	122

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
VAT receivable	217	198
Prepayments	240	212
Other receivables	44	133
Total Other receivables	501	543

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Receivables of the Social Loans Fund	30	34
Bonds (current)	0	0
Bonds (non-current)	0	0
Total	30	34

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

At 31 December 2022, the fair value of the HSBC portfolio held by the BIPM decreased by 1 600 thousand euros compared to its value on 31 December 2021.

(in thousands of euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2022
Cash	16 227	160	0	0	16 387
Cash equivalent	1 667	93	0	0	1 760
Total	17 894	253	0	0	18 147

(in thousands of euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2021
Cash	18 086	239	1		18 326
Cash equivalent	1 708	96			1 804
Total	19 794	335	1	0	20 130

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	318	330
Invoices not received as at 31 December	111	115
Current payables	570	547
Payables - Employee benefits	320	336
Other payables	279	423
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 182	1 386
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	131	58
<i>Sub-total Advances and prepayments</i>	<i>2 911</i>	<i>3 195</i>
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Reserve Fund	6 365	6 302
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	8 629	10 391
<i>Sub-total Reserves</i>	<i>15 236</i>	<i>16 934</i>
Total	18 147	20 130

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of euros)	2022	2021
Salaries	4 886	4 715
Family and social allowances	892	903
Social contributions	369	358
Current staff cost	6 147	5 976
Staff cost included in BIPM assets during the period	0	0
Staff operating expenses	6 147	5 976
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	114	96
Change in health insurance provision	(5 282)	(2 034)
Change in retirement indemnity provision	(29)	4
Total staff cost	950	4 042

Number of staff

	31 December 2022	31 December 2021
Staff members under indefinite-term appointment	65	66
Staff members under fixed-term appointment	4	3
Staff seconded to the BIPM	7	4
Total number of staff	76	73

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 5 650 thousand euros in 2022 and 5 600 thousand euros in 2021.

This amount includes an exceptional contribution of 3 000 thousand euros from the unreserved cash, pursuant to the Decision CIPM/111-15.

Current employee benefits

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Annual leave provision	318	330
Retirement indemnity provision	25	37
Other current employee benefits	2	5
Total current employee benefits	345	372

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Retirement indemnity provision	281	342
Health insurance provision	11 617	17 084
Total non-current employee benefits	11 898	17 426

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2019 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2014. The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	11 617	17 084
Health insurance provision	11 617	17 084

In the Statement of financial performance

Service cost	638	751
Interest costs	167	66
Actuarial (Gains) losses	(6 272)	(2 851)
Change in health insurance provision	(5 467)	(2 034)

Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)

Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	3.75 %	1.00 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.50 %	2.00 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	3 079	(2 361)

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 182	1 386
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	131	58
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	0
Other	(349)	376
Total Other current creditors	964	1 820

Note 12 Other income

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Other income		
<i>Metrologia</i>	144	137
Interest revenue	4	13
Grants	152	92
Meeting registration fees	0	0
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Sale of prototypes	128	0
Unwinding of the discount	0	17
Foreign currency conversion gain	1	56
Other	37	75
Total Other income	466	390

Grants

In 2022, the BIPM received a grant of 50 thousand euros for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat.

Additionally, in 2022, the BIPM received a donation of 15 thousand euros from METAS in the framework of the e-learning programme *Capacity Building Knowledge Transfer Programme* (CBKT).

In order to support the online workshop *BIPM-WMO Metrology for Climate Action*, EURAMET as a partner organization, donated 10 thousand euros.

Sale of prototypes

Trois prototypes were sold in 2022.

Note 13 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
General services		
Heating, water, electricity	318	266
Insurances	44	42
Publications	7	2
Office expenses	162	140
Meeting expenses	420	48
Capacity Building Knowledge Transfer Program	26	5
Travel and transportation of equipment	125	59
Library	21	20
Bureau of the CIPM	0	0
Total General services	1 123	582

In 2022, meeting expenses were higher than in 2021 due to the lifting of the health restrictions and two important meetings organized in a hybrid format.

Note 14 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Other operating expenses		
Inventory variation	131	(9)
Platinum-iridium	0	0
Audit/review	55	97
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion loss	17	4
Net value of scrapped or sold assets	86	9
Other	241	50
Total Other operating expenses	530	150

Note 15 Current payables

(in thousand of euros)	31 December 2022	31 December 2021
French suppliers	536	489
Foreign suppliers	34	58
Total Other current payables	570	547

Supplier invoices are recorded at their date of issue and concern all suppliers other than the BIPM staff members.

Note 16 Building maintenance

(in thousand of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Service contracts	325	290
Other	173	152
Total Building maintenance	498	442

2022 BUDGET OUTTURN

(in thousand of euros)	Actual amounts 2022	Budget 2022	Difference
PRODUITS/REVENUE	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 897	12 838	59
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	867	942	(75)
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	466	225	241
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 230	14 005	225
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 306	7 594	(1 288)
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	338	371	(33)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 650	2 650	
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	362	391	(29)
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	131	157	(26)
C.3 Informatique/IT	98	110	(12)
C.4 Plateforme informatique ILC/ILC <i>IT Platform</i>	92	80	12
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	160	182	(23)
	843	920	(77)
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	17	16	1
D.2 Bibliothèque / <i>Library</i>	21	23	(2)
D.3 Transformation numérique / <i>Digital transformation</i>	21	42	(21)
D.4 Frais de réunion / <i>Cost of meetings</i>	420	200	220
D.5 CBKT	5	40	(35)
D.6 Voyages / <i>Travels</i>	11	79	(68)
	495	400	95
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	581	625	(44)
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	28	20	8
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	63	124	(61)
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	50	45	5
	723	814	(91)
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	395	535	(140)
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique / <i>IT capital</i>	48	50	(2)
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	380	399	(19)
	428	449	(21)
H. Divers/Miscellaneous	366	265	101
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	12 544	13 998	(1 454)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 686	7	1 679

The 2022 budget was approved by the CIPM in October 2021 (Decision CIPM/110-19). It included total expenses for 2022 amounting to 13 998 thousand euros and total revenue amounting to 14 005 thousand euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2022 budget outturn shows a net result of 21 680 thousand euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2022 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2020	2021	2022	2023
Afrique du Sud / South Africa	17/06/2022			58 361	
Allemagne / Germany	22/02/2022			941 829	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	17/03/2022			181 232	
Argentine / Argentina	01/02/2022	151 027	71		
Australie / Australia	25/05/2022			341 780	
Autriche / Austria	23/12/2022				116 429
Belgique / Belgium	15/03/2022			126 969	
Brésil / Brazil					
Bulgarie / Bulgaria	28/03/2022			58 361	
Canada	29/12/2022				433 036
Chili / Chile	30/06/2022			62 943	
Chine / China	30/09/2022			1 166 357	
Colombie / Colombia	11/03/2022			58 361	
Croatie / Croatia	26/09/2022			58 361	
Danemark / Denmark	21/03/2022			85 677	
Égypte / Egypt	20/01/2022			58 361	
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	08/04/2022			95 265	
Espagne / Spain	18/03/2022			331 883	
États-Unis d'Amérique / United States of America	26/01/2022		808 436		
États-Unis d'Amérique / United States of America	02/09/2022			349 937	
Fédération de Russie / Russian Federation	25/01/2022			371 938	
Finlande / Finland	03/01/2022			65 108	
France	07/02/2022			684 643	
Grèce / Greece	22/12/2022			58 361	
Hongrie / Hungary	23/12/2022				58 944
Inde / India	10/03/2022	20 753	127 703	128 980	
Indonésie / Indonesia	23/05/2022			83 976	
Irak / Iraq	22/09/2022			57 783	
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)					
Irlande / Ireland	16/12/2022				84 607
Israël / Israel	04/08/2022			75 779	
Italie / Italy	16/03/2022			511 433	
Japon / Japan	20/04/2022			1 166 457	
Kazakhstan	04/04/2022			58 361	
Kenya	07/09/2022			58 361	
Lituanie / Lithuania	29/12/2022				58 944
Malaisie / Malaysia	07/07/2022			58 361	
Mexique / Mexico	23/11/2022			199 810	
Monténégro / Montenegro	30/12/2022				58 944
Norvège / Norway	22/12/2022				104 521
Nouvelle-Zélande / New Zealand					
Pakistan	08/02/2022	14 847			
Pakistan	17/06/2022	18 323			
Pays-Bas / Netherlands					
Pologne / Poland	20/12/2022				148 553
Portugal					
République de Corée / Republic of Korea	30/03/2022			350 596	
Roumanie / Romania	22/12/2022			58 361	
Royaume-Uni / United Kingdom	24/01/2022			706 295	
Serbie / Serbia	11/02/2022			58 361	
Singapour / Singapore	23/12/2022			75 006	
Slovaquie / Slovakia	27/12/2022				58 944
Slovénie / Slovenia	29/12/2022				58 944
Suède / Sweden	28/04/2022			140 115	
Suisse / Switzerland	18/01/2022			178 004	
Tchéquie / Czechia	10/03/2022			58 361	
Thaïlande / Thailand	17/01/2022			58 361	
Tunisie / Tunisia					
Türkiye	08/09/2022			212 028	
Ukraine					
Uruguay / Uruguay	24/10/2022			58 361	
Total		204 951	936 210	9 508 877	1 181 866

Contributions		12 446 006	12 653 439	12 838 336
---------------	--	------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus	16/06/2022			58 361
Équateur / Ecuador	17/03/2022	6 174	52 958	
Estonie / Estonia	06/01/2022			58 361
Maroc / Morocco				
Costa Rica	11/03/2022			52 730

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2022 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2020	2021	2022
Afrique du Sud / South Africa			
Allemagne / Germany			
Arabie saoudite / Saudi Arabia			
Argentine / Argentina		140 034	141 506
Australie / Australia			
Autriche / Austria			
Belgique / Belgium			
Brésil / Brazil		323 097	455 913
Bulgarie / Bulgaria			
Canada			
Chili / Chile			
Chine / China			
Colombie / Colombia			
Croatie / Croatia			
Danemark / Denmark			
Égypte / Egypt			
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			
Espagne / Spain			
États-Unis d'Amérique / United States of America			816 520
Fédération de Russie / Russian Federation			
Finlande / Finland			
France			
Grèce / Greece			
Hongrie / Hungary			
Inde / India			
Indonésie / Indonesia			
Irak / Iraq			578
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)			57 866
Irlande / Ireland			
Israël / Israel			
Italie / Italy			
Japon / Japan			
Kazakhstan			
Kenya			
Lituanie / Lithuania			
Malaisie / Malaysia			
Mexique / Mexico			
Monténégro / Montenegro			
Norvège / Norway			
Nouvelle-Zélande / New Zealand		57 783	58 361
Pakistan	11 895	57 783	58 361
Pays-Bas / Netherlands			
Pologne / Poland			
Portugal			
République de Corée / Republic of Korea			
Roumanie / Romania			
Royaume-Uni / United Kingdom			
Serbie / Serbia			
Singapour / Singapore			
Slovaquie / Slovakia			
Slovénie / Slovenia			
Suède / Sweden			
Suisse / Switzerland			
Tchéquie / Czechia			
Thaïlande / Thailand			
Tunisie / Tunisia		57 783	58 361
Türkiye			
Ukraine			58 361
Uruguay / Uruguay			
Total	11 895	636 480	1 705 827
Contributions	12 446 006	12 653 439	12 838 336

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus			
Équateur / Ecuador		4 825	58 361
Estonie / Estonia			
Maroc / Morocco			58 361
Costa Rica			

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2022 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS						
		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Albanie / Albania	18/05/2022						12 595	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	03/06/2022				12 357			
Azerbaïdjan / Azerbaijan	22/08/2022					12 480		
Bangladesh								
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	22/04/2022						12 479	126
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	07/02/2022						12 605	
Botswana	29/06/2022					12 357	12 558	
Cambodge / Cambodia	31/08/2022						12 605	
CARICOM	14/03/2022					9 493		
CARICOM	10/10/2022						9 588	
Éthiopie / Ethiopia	15/02/2022					12 480		
Géorgie / Georgia	27/10/2022						12 605	
Ghana	20/06/2022				12 357	12 480	12 605	
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China	22/03/2022						50 416	
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China	23/12/2022							52 932
Jamaïque / Jamaica	22/02/2022						12 605	
Koweït / Kuwait	08/12/2022					38 586	38 972	
Lettonie / Latvia	23/12/2022							53 050
Luxembourg	25/01/2022						12 605	
Macédoine du Nord / North Macedonia	29/12/2022						12 605	126
Malte / Malta	06/01/2022						12 605	
Malte / Malta	27/12/2022							12 731
Maurice / Mauritius	02/05/2022						12 605	
Mongolie / Mongolia	07/12/2022						12 605	
Namibie / Namibia	05/07/2022				12 357	12 480		
Namibie / Namibia	07/11/2022						12 605	
Oman								
Ouzbékistan / Uzbekistan	22/08/2022						12 605	
Panama	29/07/2022						52 525	
Paraguay	21/06/2022						12 211	
Paraguay	30/08/2022						394	12 211
Pérou / Peru	21/02/2022						45 166	
Philippines	29/04/2022						52 525	
Qatar	22/03/2022						43 612	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	29/07/2022					12 480	12 605	
République de Moldova / Republic of Moldova	22/02/2022						12 605	
Seychelles	05/07/2022					11 980		
Sri Lanka								
Taipei chinois / Chinese Taipei	09/03/2022						81 965	
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)	14/03/2022						12 605	
Viet Nam	26/10/2022						52 525	
Zambie / Zambia	01/11/2022						12 605	
Zimbabwe	21/01/2022	2 529	11 980	11 980	12 310			
Zimbabwe	26/01/2022						12 605	
Total		2 529	11 980	11 980	49 381	134 816	691 816	131 176
Souscriptions / Subscriptions		1 115 833	989 106	986 168	1 022 450	915 974	880 597	

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2022 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS	
	2021	2022
Albanie / Albania		
Azerbaïdjan / Azerbaijan		20 589
Bangladesh		12 605
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)		
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina		
Botswana		
Cambodge / Cambodia		
CARICOM		
Éthiopie / Ethiopia		12 605
Géorgie / Georgia		
Ghana		
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China		
Jamaïque / Jamaica		
Koweït / Kuwait		
Lettonie / Latvia		
Luxembourg		
Macédoine du Nord / North Macedonia		
Malte / Malta		
Maurice / Mauritius		
Mongolie / Mongolia		
Namibie / Namibia		
Oman	17 609	17 785
Ouzbékistan / Uzbekistan		
Panama		
Paraguay		
Pérou / Peru		7 359
Philippines		
Qatar		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic		
République de Moldova / Republic of Moldova		
Sri Lanka		12 605
Taipei chinois / Chinese Taipei		
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)		
Viet Nam		
Zambie / Zambia		
Zimbabwe		
Total	17 609	83 548
Souscriptions / Subscriptions	980 459	945 727

7. — BUDGET FOR 2023

(in thousand of euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	13 085
2. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	895
3. Recettes diverses/Miscellaneous income	225
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 205
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	7 763
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	385
	8 148
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 750
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Informatique/IT	
C.4 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	
	904
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Bibliothèque/Library	
D.3. Transformation digitale/Digital transformation	
D.4 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.5 CBKT	
D.6 Voyages/Travels	
	393
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	
	843
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	295
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	
	458
H. Divers/Miscellaneous	468
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	14 259
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	-54

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2023

État Membre		UN Scale for 2022-2024	Contribution for 2022 on UN Scale for 2019-2021 /€	Contribution for 2022 on UN Scale for 2022-2024/€	Difference/€	Contribution for 2023/€	Total due for 2023/€	Member State
Afrique du Sud	*	0.244	58 361	58 361	0	58 944	58 944	South Africa
Allemagne		6.111	941 829	990 126	48 296	1 000 027	1 048 323	Germany
Arabie saoudite		1.184	181 252	191 836	10 584	193 754	204 338	Saudi Arabia
Argentine		0.719	141 506	116 495	-25 011	117 660	92 648	Argentina
Australie		2.111	341 780	342 032	251	345 452	345 703	Australia
Autriche		0.679	104 699	110 014	5 315	111 114	116 429	Austria
Belgique		0.828	126 969	134 155	7 186	135 497	142 683	Belgium
Brésil		2.013	455 913	326 153	-129 760	329 415	199 655	Brazil
Bulgarie	*	0.056	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Bulgaria
Canada		2.628	422 818	425 798	2 980	430 056	433 036	Canada
Chili		0.420	62 943	68 050	5 107	68 730	73 837	Chile
Chine		15.254	1 166 457	1 166 457	0	1 178 121	1 178 121	China
Colombie	*	0.246	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Colombia
Croatie	*	0.091	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Croatia
Danemark		0.553	85 677	89 599	3 922	90 495	94 417	Denmark
Égypte	*	0.139	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Egypt
Émirats arabes unis		0.635	95 266	102 885	7 619	103 914	111 533	United Arab Emirates
Espagne		2.134	331 883	345 758	13 875	349 216	363 091	Spain
États-Unis d'Amérique	*	22.000	1 166 457	1 166 457	0	1 178 121	1 178 121	United States of America
Fédération de Russie		1.866	371 938	302 336	-69 602	305 359	235 758	Russian Federation
Finlande		0.417	65 108	67 564	2 455	68 239	70 695	Finland
France		4.318	684 643	699 618	14 974	706 614	721 588	France
Grèce	*	0.325	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Greece
Hongrie	*	0.228	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Hungary
Inde		1.044	128 980	169 153	40 173	170 844	211 017	India
Indonésie		0.549	83 976	88 951	4 975	89 840	94 815	Indonesia
Irak	*	0.128	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Iraq
Iran (République islamique d')		0.371	61 551	60 111	-1 441	60 712	59 271	Iran (Islamic Republic of)
Irlande		0.439	58 361	71 128	12 768	71 840	84 607	Ireland
Israël		0.561	75 779	90 895	15 116	91 804	106 920	Israel
Italie		3.189	511 433	516 693	5 260	521 860	527 119	Italy
Japon	*	8.033	1 166 457	1 166 457	0	1 178 121	1 178 121	Japan
Kazakhstan	*	0.133	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Kazakhstan
Kenya	*	0.030	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Kenya
Lituanie	*	0.077	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Lithuania
Malaisie	*	0.348	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Malaysia
Mexique		1.221	199 810	197 831	-1 979	199 809	197 830	Mexico
Monténégro	*	0.004	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Montenegro
Norvège		0.679	116 607	110 014	-6 593	111 114	104 521	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0.309	58 361	58 361	0	58 944	58 944	New Zealand
Pakistan	*	0.114	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Pakistan
Pays-Bas		1.377	209 708	223 106	13 399	225 337	238 736	Netherlands
Pologne		0.837	124 031	135 614	11 583	136 970	148 553	Poland
Portugal	*	0.353	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Portugal
République de Corée		2.574	350 596	417 049	66 453	421 219	487 672	Republic of Korea
Roumanie	*	0.312	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Romania
Royaume-Uni		4.375	706 295	708 853	2 558	715 941	718 500	United Kingdom
Serbie	*	0.032	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Serbia
Singapour		0.504	75 006	81 660	6 654	82 476	89 130	Singapore
Slovaquie	*	0.155	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Slovakia
Slovénie	*	0.079	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Slovenia
Suède		0.871	140 115	141 122	1 008	142 534	143 542	Sweden
Suisse		1.134	178 004	183 735	5 730	185 572	191 302	Switzerland
Tchéquie	*	0.340	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Czechia
Thaïlande		0.368	58 361	59 625	1 264	60 221	61 485	Thailand
Tunisie	*	0.019	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Tunisia
Türkiye		0.845	212 028	136 910	-75 118	138 279	63 161	Türkiye
Ukraine	*	0.056	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Ukraine
Uruguay	*	0.092	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Uruguay
Sous-total			12 604 892	12 604 892	0	12 730 941	12 730 941	Subtotal
États ayant adhéré après la 26 ^e réunion de la CGPM (2018) / States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)								
Bélarus	*	0.041	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Belarus
Costa Rica	*	0.069	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Costa Rica
Équateur	*	0.077	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Ecuador
Estonie	*	0.044	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Estonia
Maroc	*	0.055	58 361	58 361	0	58 944	58 944	Morocco
Sous-total							294 720	Subtotal
Total							13 025 661	Total

*. État Membre au maximum ou au minimum de la contribution / Member State paying the maximum or minimum contribution

9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES OF THE CGPM FOR 2023

Associé		UN Scale for 2022-2024	Subscription for 2022 on UN Scale for 2019-2021/€	Subscription for 2022 on UN Scale for 2022-2024/€	Difference/€	Subscription for 2023/€	Total due for 2023/€	Associate
Albanie		0.008	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Albania
Azerbaïdjan	#	0.030	20 589	20 589	0	28 858	28 858	Azerbaijan
Bangladesh		0.010	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Bangladesh
Bolivie (État plurinational de)		0.019	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine		0.012	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Bosnia and Herzegovina
Botswana		0.015	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Botswana
Cambodge		0.007	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Cambodia
Éthiopie		0.010	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Ethiopia
Géorgie		0.008	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Georgia
Ghana		0.024	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Ghana
Jamaïque		0.008	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Jamaica
Koweït		0.234	38 972	37 913	-1 059	38 293	37 234	Kuwait
Lettonie	#	0.050	52 525	52 525	0	53 050	53 050	Latvia
Luxembourg	#	0.068	12 605	12 605	0	20 795	20 795	Luxembourg
Macédoine du Nord		0.007	12 605	12 605	0	12 731	12 731	North Macedonia
Malte		0.019	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Malta
Maurice		0.019	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Mauritius
Mongolie		0.004	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Mongolia
Namibie		0.009	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Namibia
Oman		0.111	17 785	17 985	200	18 164	18 364	Oman
Ouzbékistan		0.027	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Uzbekistan
Panama	#	0.090	52 525	52 525	0	53 050	53 050	Panama
Paraguay		0.026	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Paraguay
Pérou	#	0.163	52 525	52 525	0	53 050	53 050	Peru
Philippines	#	0.212	52 525	52 525	0	53 050	53 050	Philippines
Qatar		0.269	43 612	43 584	-28	44 020	43 992	Qatar
République arabe syrienne		0.009	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Syrian Arab Republic
République de Moldova		0.005	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Republic of Moldova
Sri Lanka		0.045	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Sri Lanka
Tanzanie		0.010	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Tanzania
Viet Nam	#	0.093	52 525	52 525	0	53 050	53 050	Viet Nam
Zambie		0.008	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Zambia
Zimbabwe		0.007	12 605	12 605	0	12 731	12 731	Zimbabwe
Total		1.636	686 103	685 216	-887	708 193	707 306	Total

#. Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion (2011) / Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting (2011)

Étités économiques Associées								Associate Economies
CARICOM	*	0.062	9 588	10 045	457	10 146	10 603	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.317	50 416	51 417	1 001	51 931	52 932	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.666	81 965	107 905	25 940	108 984	134 924	Chinese Taipei
Total Entités économiques associées			141 969	169 367	27 398	171 061	198 459	Total Associate Economies

Total Associés			828 072	854 583	26 511	879 254	905 765	Total Associates
-----------------------	--	--	----------------	----------------	---------------	----------------	----------------	-------------------------

*. Somme des coefficients ONU de onze États participant à la CARICOM / Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM States

** Calcul effectué à partir des données du PIB / Calculated from GDP data

10. — 2022 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2022 financial statements

Period ended December 31st, 2022

To the members of the International Committee for Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures for the period ended December 31st, 2022. These financial statements were approved by the Director of the Pension and Provident Fund of the BIPM on 31th may 2023 based on the information available at that date.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2022, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain

reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2022, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 31th, 2023
KPMG Audit

A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of euros)	Notes	31 December 2022	31 December 2021
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	16 235	18 358
Non-current assets		16 235	18 358
Current assets			
Plan assets	9	0	0
Other receivables	10	0	0
Cash and cash equivalent	9	7 449	4 049
Current assets		7 449	4 049
Total Assets		23 684	22 407
Net Assets			
Net result for the period		52 741	15 116
Change in fair value		(542)	1 581
Other reserves		(123 895)	(139 011)
Net Assets		(71 696)	(122 314)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	89 175	134 818
Present value of retirement non-vested benefits	8	3 147	6 976
Non-current liabilities		92 322	141 794
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	3 058	2 927
Other debtors	11	0	0
Current liabilities		3 058	2 927
Total Liabilities		95 380	144 721

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of euros)	Notes	2022	2021
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	5 650	5 600
Contributions from BIPM staff members	6	811	746
Investment income	9	0	0
Other operating income	12	0	22
Total operating revenue		6 461	6 368
Operating expenses			
Pensions	7	2 961	3 010
Change in pension provision	8	(49 342)	(11 939)
Other operating expenses	13	100	181
Total operating expenses		(46 281)	(8 748)
Result from operating activities		52 741	15 116
Financial expenses			
Result from ordinary activities		52 741	15 116
Net result for the period		52 741	15 116

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)
Allocation of prior period net result	(9 062)		9 062
Change in fair value		82	
Net result for the period	(18 200)		
Balance at 31 December 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Allocation of prior period net result	18 200		(18 200)
Change in fair value		96	
Net result for the period	315		
Balance at 31 December 2017	315	2 196	(109 945)
Allocation of prior period net result	(315)		315
Change in fair value		(650)	
Net result for the period	7 186		
Balance at 31 December 2018	7 186	1 546	(109 630)
Allocation of prior period net result	(7 186)		7 186
Change in fair value		1 613	
Net result for the period	(21 321)		
Balance at 31 December 2019	(21 321)	3 159	(102 444)
Allocation of prior period net result	21 321		(21 321)
Change in fair value		(2 282)	
Net result for the period	(15 246)		
Balance at 31 December 2020	(15 246)	876	(123 765)
Allocation of prior period net result	15 246		(15 246)
Change in fair value		705	
Net result for the period	15 116		
Balance at 31 December 2021	15 116	1 581	(139 011)
Allocation of prior period net result	(15 116)		15 116
Change in fair value		(2 123)	
Net result for the period	52 741		
Balance at 31 December 2022	52 741	(542)	(123 895)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of euros)	Notes	2022	2021
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		5 650	5 535
Contributions from BIPM staff members		811	738
Pensions		(2 961)	(3 003)
Other operating expenses		(100)	(221)
Total cash flows from operating activities		3 400	3 049
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		0	0
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		0	0
Investment income		0	0
Total cash flows from investing activities		0	0
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		3 400	3 049
Cash and cash equivalent at the beginning of period		4 049	1 000
Cash and cash equivalent at the end of period	9	7 449	4 049

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and
- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Specific events during the financial period

The year 2022 saw a return to inflation, which has been rising throughout the period, in the unsettled geo-economic landscape.

In 2021 the CIPM decided to authorize an exceptional transfer of 3 million euros of unreserved cash to the Pension Fund.

In 2022 the CIPM once again decided to authorize an exceptional transfer of 3 million euros of unreserved cash to the Pension Fund.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2022 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2022 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in euros and presented in thousands of euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are three Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2017.

In 2019, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years' service, is entitled to a retirement pension, whose amount depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he/she is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he/she is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he/she is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he/she is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

For staff members recruited after 1 January 2017:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 65th birthday, if he/she is aged 57 years or more on 1 January 2017;
- 66th birthday, if he/she is over 52 but not more than 57 years of age on 1 January 2017;
- 67th birthday, if he/she is less than 52 of age on 1 January 2017.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 36.84.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 60 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 60 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 5 600 thousand euros in 2021 and 5 650 thousand euros in 2022. In 2021 and 2022, this amount includes an exceptional contribution of 3 000 thousand euros from the unreserved cash, pursuant to the Decisions CIPM/110-18 and CIPM/111-15.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution is deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status. The contribution rate for staff recruited before 1 January 2017 amounts to 11.5 % in 2017, 12.5 % in 2018, 13.5 % in 2019, 14.5 % in 2020, 15.5 % in 2021, 16.5 % in 2022 and will amount to 17.5 % in 2023. The contribution rate for staff recruited as of 1 January 2017 amounts to 15 %. The contribution rate was equivalent to 10 % for all staff members until 31 December 2016. The contribution amounted to 811 thousand euros in 2022 and 746 thousand euros in 2021.

The CIPM, recalling its Decision CIPM/109-13 and giving due consideration to the scenarios tested in the 2019 actuarial study, decided to offer the option for active BIPM staff to join the “Post-2017” Section of the Pension Scheme as of 1 January 2021. This option was implemented for 4 active staff members in 2021.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2022	31 December 2021
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	50	49
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	19	20
Total number of staff	69	69

	31 December 2022	31 December 2021
Serving staff members and staff members with invalid status (Pre-2010 Section)	41	43
Serving staff members and staff members with invalid status (Post-2010 Section)	10	10
Serving staff members and staff members with invalid status (Post-2017 Section)	18	16
Total number of staff	69	69

Note 7 Pensions

Pensions in payment amount to 3 010 thousand euros in 2021 and 2 961 thousand euros in 2022.

A breakdown of the number of pensions is as follows:

	31 December 2022	31 December 2021
Retirement pensions	53	53
Reversion pensions	9	11
Deferred pensions	6	7
Orphans' pensions	2	2
Invalidity allowances	3	2
Total number of pensions in payment	73	75

Note 8 Pension provision

	31 December 2022	31 December 2021
<i>(in thousands of euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for pensions in payment (non-current)	47 056	59 200
Present value of vested retirement benefits for pensions in payment (current)	3 058	2 927
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	42 118	75 618
	<hr/>	<hr/>
Present value of vested retirement benefits	92 232	137 745
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	3 147	6 976
	<hr/>	<hr/>
Pension provision	95 379	144 721
 <i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	4 730	5 319
Interest costs	1 416	537
Benefits paid	(2 959)	(3 002)
Actuarial (Gains) losses	(52 528)	(14 793)
	<hr/>	<hr/>
Change in pension provision	(49 341)	(11 939)
 <i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Point value	1.12773	1.12223
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	3.75 %	1.00 %
Annual salary increase	1.5 % + BIPM point revalorization	1.5 % + BIPM point revalorization
Inflation rate (long term)	2,25 %	1.9 %
 <i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
 <i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to point increase	Equal to point increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2021 :

Using a discount rate at 0.75 %, the total liability would have amounted to 153 134 thousand euros instead of 144 721 thousand euros as it has been estimated as at 31 December 2021 using a discount rate at 1.00 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.25 %, the total liability would have amounted to 136 986 thousand euros.

- At 31 December 2022 :

Using a discount rate at 3.50 %, the total liability would have amounted to 99 565 thousand euros instead of 95 380 thousand euros as it has been estimated as at 31 December 2022 using a discount rate at 3.75 %.

On the other hand, using a discount rate at 4.00 %, the total liability would have amounted to 91 475 thousand euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

	Total 31 December 2022	Total 31 December 2021
(in thousands of euros)		
Cash	7 449	4 049
Cash equivalent	0	0
Total	7 449	4 049

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of euros)	Total 31 December 2022	Total 31 December 2021
<i>Investment strategy</i>		
- Shares	3 815	4 957
- Fixed income	12 420	13 401
Total Mutual investment funds (shares)	16 235	18 358
<i>Currency exposure</i>		
- EUR	13 390	15 320
- Others	2 845	3 038
Total	16 235	18 358

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of euros)	Total 31 December 2022	Total 31 December 2021
Bonds	0	0
Other financial instruments	16 235	18 358
Non-current	16 235	18 358
Bonds	0	0
Current	0	0
Total	16 235	18 358

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Mutual investment funds (shares)		
Bonds	0	0
Cash equivalent	0	0
Cash	0	0
Total Investment income	0	0

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Income receivables	0	0
Total Other receivables	0	0

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022	31 December 2021
Pensions payable	0	0
Transactions with the BIPM	0	0
Total Other debtors	0	0

Note 12 Other operating income

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Change in fair value	0	0
Gain on asset disposal	0	0
Foreign currency conversion gains	0	22
Total Other operating income	0	22

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2022	12 months ended 31 December 2021
Foreign currency conversion loss	9	0
Other operating expenses	91	181
Total Other operating expenses	100	181

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i> / International Bureau of Weights and Measures
CARICOM	Caribbean Community
CBKT	Capacity Building and Knowledge Transfer
CGPM	<i>Conférence générale des poids et mesures</i> / General Conference on Weights and Measures
CIPM	<i>Comité international des poids et mesures</i> / International Committee for Weights and Measures
EBITDA	Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization
EURAMET	European Association of National Metrology Institutes
GBP	British Pound
GDP	Gross Domestic Product
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICSLT	International Civil Servants Life Table
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILC	International Liaison and Communication Department
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
KCDB	BIPM key comparison database
METAS	Federal Institute of Metrology (Switzerland)
NMI	National Metrology Institute
PFAB	Pension Fund Advisory Board
PPE	Property, plant and equipment
RMO	Regional Metrology Organization
TGF	<i>Table par génération des femmes</i> / Mortality table by generation for women
TGH	<i>Tables par génération des hommes</i> / Mortality table by generation for men
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax
WMO	World Meteorological Organization

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

T. USUDA

Tsukuba

31 mai 2023

Le Président

W. LOUW

Pretoria

31 mai 2023

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

T. USUDA

Tsukuba

31 May 2023

The President

W. LOUW

Pretoria

31 May 2023
